



Rapport Annuel

.10

Exercice social
du 01.01.10 au 31.12.10



avenirfinance 

sommaire

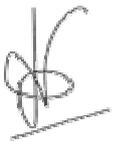
▪	Message du Président	p.2
▪	Chiffres clés	p.3
▪	Panorama des métiers	p.4
▪	Valeurs	p.7
▪	Stratégie et perspectives	p.9
▪	Rapport de gestion	p.10
	- Environnement et activité du groupe en 2010	p.11
	- Actionnariat et vie sociale	p.30
	- Analyse des risques	p.36
▪	Annexes	p. 41

Dans un environnement économique encore fragile et contrasté, le groupe Avenir Finance a amorcé en 2010 un nouveau cycle de croissance. Le groupe a enregistré un Chiffre d'Affaires en légère hausse (+2%) et une Marge Brute en forte progression (+9,7%). La croissance modérée du Chiffre d'Affaires est le résultat de l'évolution de la stratégie de portage dans l'Immobilier et ne reflète pas la véritable activité commerciale des métiers du groupe.

Le Résultat Net du groupe s'établit à 0,25 million d'euros. Ce résultat, bien que positif, est amputé par la reprise progressive des investissements, par les dernières charges liées à la restructuration et par l'impact IFRS des actions, soit un montant global de 2,37 millions d'euros. Hors investissements et éléments exceptionnels, le groupe a restauré sa capacité bénéficiaire.

Le groupe Avenir Finance a dorénavant pour objectif d'industrialiser le modèle économique qu'il a développé depuis sa création. Recentré sur ses deux métiers, la Gestion Privée et la Gestion d'Actifs, doté d'une structure financière saine, le groupe a achevé la restructuration initiée au moment de la crise. Le groupe a progressivement repris en 2010 ses investissements et dispose aujourd'hui des atouts nécessaires pour engager un nouveau cycle de croissance ambitieux.

Danyel Blain
Président Directeur Général

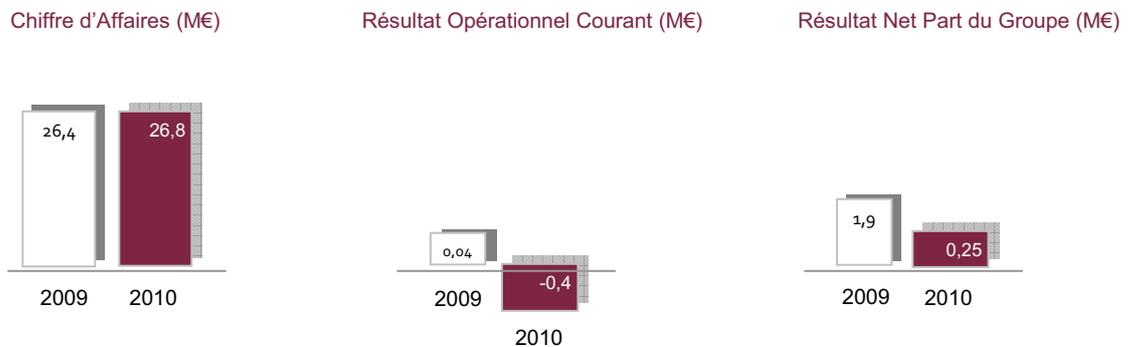


chiffres clés

2010, UN CLIMAT CONJONCTUREL TOUJOURS DIFFICILE

Le groupe enregistre en 2010 un chiffre d'affaires de 26,8 millions d'euros, en légère hausse (2%) par rapport à 2009 et un résultat net, part du groupe, de 0,25 million d'euros. La marge brute augmente de près de 10%, elle passe de 13,37 à 14,67 millions d'euros. La croissance du groupe est réamorcée.

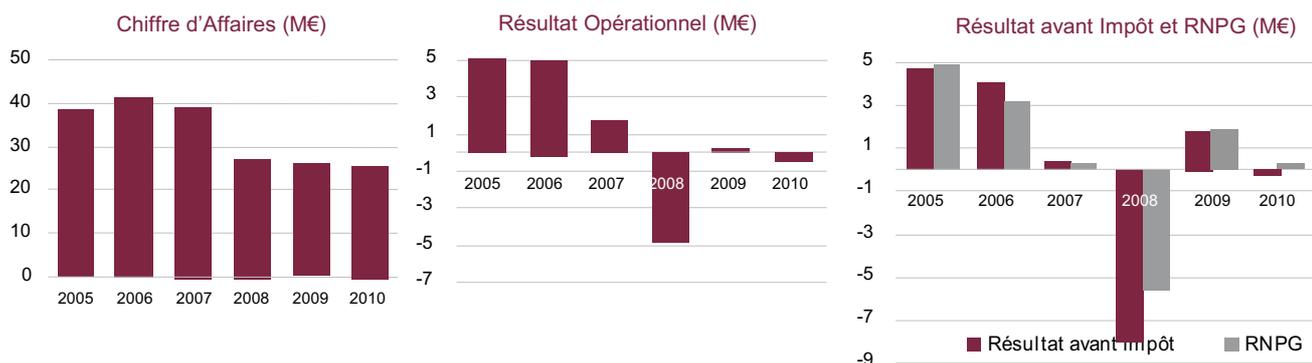
Chiffre d'affaires et résultats



Répartition sectorielle



Bilan 2005-2010



panorama des métiers

I. UN POSITIONNEMENT UNIQUE

Coté sur Eurolist C, Avenir Finance est un groupe financier indépendant spécialisé dans la gestion privée et la gestion d'actifs.

Depuis sa création en 1995, Avenir Finance s'est développé à un rythme soutenu par une croissance organique et des acquisitions externes. Ses expertises, développées dans des segments de niche et construits avec méthode, sont complémentaires et expliquent son positionnement unique sur le marché.

Avec une stratégie basée dès le départ sur une architecture ouverte et l'objectivité d'un conseil apporté en toute indépendance, Avenir Finance offre à sa clientèle les meilleurs produits, des produits performants sélectionnés pour leurs qualités intrinsèques et leur adéquation aux besoins de sa clientèle.

En gestion privée, le groupe Avenir Finance a développé une offre patrimoniale à forte valeur ajoutée qu'elle propose, par l'intermédiaire de ses conseillers salariés, à sa clientèle d'investisseurs privés mais qui est également distribuée par ses partenaires (groupes bancaires, compagnies d'assurance ou family offices).

En matière de gestion d'actifs, Avenir Finance s'appuie sur une équipe de gérants réputés, spécialistes de l'allocation d'actifs dans les domaines de la gestion à performance absolue et de la multi gestion. Acteur de référence dans l'immobilier patrimonial, Avenir Finance a également acquis une grande expertise dans l'investissement immobilier ancien de prestige à réhabiliter dans le cadre des dispositifs fiscaux Monuments Historiques, Malraux ou déficits fonciers.

Enfin, plus qu'un simple site Internet, www.sicavonline.fr est le véritable portail financier de la distribution en ligne du groupe. Il permet aux clients d'accéder à une gamme patrimoniale complète d'investissements et de produits d'épargne ainsi qu'à plusieurs milliers OPCVM des plus grandes maisons de gestion.

Aujourd'hui, avec Avenir Finance, il est possible de confier la gestion de ses patrimoines privé et professionnel à un seul partenaire ; un partenaire doté d'une approche patrimoniale unique, associant architecture ouverte et création de solutions financières sur mesure et à forte valeur ajoutée.

II. NOTRE CLIENTÈLE CIBLE

II.1 - INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

En gestion d'actifs financiers ou immobiliers, Avenir Finance a constitué un pôle unique de compétences. La société de gestion du groupe est composée d'experts dédiés et expérimentés qui respectent tous des processus d'investissement rigoureux, en ligne avec les attentes et les exigences de la clientèle institutionnelle.

Bénéficiant d'outils exclusifs extrêmement puissants en matière de modélisation d'actifs financiers, nos gérants de fonds peuvent notamment :

- optimiser en permanence le couple rendement-risque du portefeuille,
- contrôler le respect du cahier des charges en matière de risque,
- proposer une gestion réactive et transparente.

L'offre immobilière d'Avenir Finance est également accessible aux investisseurs institutionnels, et permet notamment la commercialisation de biens vendus en blocs.

II.2 - GESTION PRIVÉE

Au cœur du groupe Avenir Finance, la Gestion Privée a pour mission d'accompagner les actionnaires dirigeants et les investisseurs privés fortunés dans la gestion et la valorisation de leur patrimoine global.

Le conseiller d'Avenir Finance Gestion Privée est un professionnel dédié, à l'écoute et apte à traiter l'ensemble des préoccupations patrimoniales de nos clients. Expérimenté, régulièrement formé, associé au développement du groupe Avenir Finance, il construit au fil des années une histoire pérenne assise sur des échanges permanents.

Chef d'orchestre d'une allocation d'actifs complète et parfaitement maîtrisée, le conseiller d'Avenir Finance Gestion Privée s'appuie sur des spécialistes externes et internes couvrant l'ensemble du champ patrimonial pour mettre en place et suivre une solution personnalisée.

II.3 - CONSEILLERS EN GESTION DE PATRIMOINE INDÉPENDANTS

Depuis la conclusion de l'accord capitalistique et commercial avec Ageas France (ex Fortis Assurances) en 2009, le groupe Avenir Finance est le fournisseur exclusif de l'offre patrimoniale hors assurance vie des réseaux d'Ageas France. S'appuyant sur l'expertise métiers du groupe, Avenir Finance met ainsi à la disposition des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants partenaires d'Ageas une offre patrimoniale à forte valeur ajoutée, adaptée à leurs statuts spécifiques ainsi qu'aux besoins de leurs clients finaux.

III. DES FILIALES DÉDIÉES

III.1 - GESTION D'ACTIFS



Société de gestion du groupe, Avenir Finance Investment Managers assure la conception et la gestion d'OPCVM ainsi que la gestion sous mandat de portefeuilles pour sa clientèle privée et institutionnelle. Société de gestion agréée par l'AMF depuis 1997, Avenir Finance Investment Managers a développé trois axes principaux d'expertise :

- l'allocation d'actifs,
- la gestion de fonds à performance absolue,

- l'immobilier ancien de prestige

La société de gestion dispose aujourd'hui d'une offre produits différentiante qui répond bien à la demande des investisseurs. Avenir Finance Investment Managers gère près de 520 millions d'euros à la fin de l'année 2010.

Avec plusieurs centaines d'immeubles suivis dans plus de 50 villes françaises, les équipes dédiées à l'immobilier ancien bénéficient d'une expertise reconnue. En outre, elles analysent l'investissement immobilier avec la même rigueur que celle appliquée à la gestion collective. Elles s'assurent ainsi du respect de valeurs fondamentales telles que :

- les qualités intrinsèques de l'immeuble (architecture, prestations, emplacement de choix...),
- la qualité du marché locatif et les perspectives de revente,
- la faisabilité technique du projet de réhabilitation à un coût cohérent avec le marché et le potentiel du bien,
- la validation du cadre fiscal envisagé de l'immeuble (Déficit foncier, Loi Malraux, Monuments Historiques...)

III.2 - CONSEIL AUX ENTREPRISES



Spécialisée dans l'ingénierie financière pour les PME, Avenir Finance Corporate apporte aux dirigeants d'entreprise son expertise dans les opérations de haut de bilan : diagnostic financier, levée de dettes et LBO, introduction en bourse et suivi boursier, placements privés, fusions & acquisitions...

III.3 - IMMOBILIER



Depuis sa création en 1997, Avenir Finance Immobilier a réussi à s'imposer comme un des acteurs majeurs de l'achat-revente de biens immobiliers haut de gamme destinés à être rénovés dans le cadre de dispositifs fiscaux spécifiques (Déficit foncier, loi Malraux, Monuments Historiques...).

III.4 - UNE DISTRIBUTION MODERNE, DIRECTE ET INDIRECTE

Pour commercialiser ses produits, Avenir Finance s'appuie sur deux axes de distribution complémentaires : la distribution directe (réseau salarié de conseillers en gestion privée et Internet) et la distribution indirecte (partenariats grands comptes et CGPI).

La distribution directe



Le site Internet, www.sicavonline.fr, est le véritable portail financier de la distribution en ligne du groupe. Il permet aux clients d'accéder à une gamme patrimoniale complète d'investissements et de produits d'épargne ainsi qu'à plusieurs milliers d'OPCVM des plus grandes maisons de gestion.



Cette entité regroupe la force commerciale interne des conseillers en gestion privée d'Avenir Finance ; des conseillers salariés qui gèrent le patrimoine privé d'investisseurs particuliers aisés et leur offrent la gamme de produits financiers et d'épargne du groupe Avenir Finance.

La distribution indirecte

Avenir finance a développé depuis 2007 des partenariats de distribution avec les plus grands établissements bancaires et financiers afin de proposer à leur clientèle les produits financiers et immobiliers du groupe. Depuis 2009, Sicavonline est également devenu le partenaire de référence pour les réseaux d'Ageas France.

valeurs

INDÉPENDANCE, INNOVATION & ENGAGEMENT

Indépendance

Détenu majoritairement par son Président fondateur et ses associés, le groupe Avenir Finance est un groupe financier indépendant. Cette indépendance est mise à profit pour construire avec nos clients un dialogue objectif, dans le but de satisfaire durablement l'ensemble de leurs besoins.

Innovation

Offrir de nouvelles opportunités d'investissement, grâce à une offre innovante et sans cesse enrichie, est le véritable moteur du groupe. L'innovation ne se limite pas à la création de nouvelles offres, mais porte également sur une véritable réflexion sur l'avenir et la détection des valeurs de demain. Offrir à nos clients de nouvelles perspectives, en adéquation avec l'éthique et la déontologie, est au cœur de nos préoccupations et se concrétise aussi au travers de notre action militante au sein de la Fondation Avenir Finance.

Engagement

Le groupe a construit sa réussite sur les compétences et l'engagement de ses collaborateurs autour de valeurs communes fortes. Notre engagement porte avant tout sur la satisfaction du client à travers un accompagnement évolutif et réactif qui s'inscrit dans la durée. Cette fidélisation de la clientèle passe par une relation de confiance instaurée grâce à une identification attentive des besoins.

Avenir Finance est également un acteur engagé dans la société, créateur de valeur financière et éthique, contribuant à la performance économique mais également sociale et environnementale de l'entreprise. C'est dans ce sens que le groupe soutient des projets environnementaux au travers de la Fondation Avenir Finance.

Nos métiers nous conduisent à accompagner nos clients dans les étapes importantes de leur vie professionnelle et dans leurs choix patrimoniaux.

Nous avons, en plus, la volonté de partager avec eux des valeurs solidaires et de réaliser, ensemble, des projets dont la portée dépasse l'optimisation de leur patrimoine.

Pour cela, Avenir finance a créé en juillet 2005 la Fondation Avenir Finance.

Placée sous l'égide de l'Institut de France, gage de sérieux et de transparence, la Fondation est reconnue d'intérêt général.

Elle privilégie le financement de projets liés à l'environnement, et plus particulièrement aux problématiques de l'eau. L'eau parce que c'est une ressource précieuse qu'il faut apprendre à partager et gérer. Mais aussi, car elle constitue indiscutablement un enjeu majeur pour les années à venir, sur les plans écologique, humanitaire et économique.

La Fondation est financée par un engagement de mécénat du groupe Avenir Finance et par des dons qui ouvrent droit à la réduction d'impôt sur le revenu, sur les sociétés et sur l'ISF.

Son Conseil d'Administration - composé de trois représentants de la Fondation et de trois représentants de l'Institut de France - décide de l'attribution du financement et des projets soutenus.

En 2010, la Fondation a financé les projets suivants :

- la réalisation de six puits à **Madagascar** (4 à Mahavelo, 1 à Tsaratanana, 1 à Ambodivohitra) pour permettre l'accès à l'eau potable aux populations de la commune rurale d'Anteza, dans la région de Vatovavy Fitovinany. Ce projet mis en œuvre par les associations Projets + Actions et Point du jour a été financé par la Fondation Avenir Finance à hauteur de 19 000 € sur un budget de 56 500 € .

- le projet « Touchdown » qui vise à finaliser la Phase 2 de l'initiative « 1001 fontaines » au **Cambodge**. Cette phase a pour objectif de créer le nombre de sites nécessaires pour assurer la pérennité de l'ensemble, en mettant en évidence l'impact de cette action sur les conditions de vie des populations et en finalisant une approche applicable à grande échelle dans d'autres provinces du Cambodge. 28 nouveaux sites vont être mis en place, toujours dans la même région, pour atteindre cet équilibre. 77 500 € ont été affectés par la Fondation Avenir Finance à la poursuite du projet.

- la participation à un programme, mis en œuvre par l'association Le Partenariat, d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les écoles dans la Région de Saint-Louis au **Sénégal**. L'association a reconduit pour la troisième année ce programme et est intervenue dans 10 nouveaux établissements scolaires de la région et quatre écoles de la région voisine de Matam. La Fondation Avenir Finance a participé à hauteur de 13 000 € sur un budget de 85 000€



stratégie et perspectives

Dans une conjoncture encore incertaine, Avenir Finance prévoit en 2011 une accélération de sa croissance.

S'appuyant sur le développement et la montée en puissance de ses partenariats grands comptes (Ageas France notamment), sur sa distribution propre (son réseau salarié de conseillers et le site Internet), sur la qualité et le potentiel de l'immobilier ancien de prestige mais aussi sur sa gestion d'actifs, le groupe annonce des objectifs chiffrés ambitieux.

Avenir Finance se fixe ainsi de réaliser, en 2013, un Chiffre d'Affaires de 55 millions d'euros, et, en 2015, un Chiffre d'Affaires de 88 millions d'euros.

Le groupe anticipe également pour 2015, une Marge d'Exploitation de 15% et un Résultat Opérationnel Courant de 13,2 millions d'euros.

rapport de gestion



Société anonyme au capital de 1.447.165,20 €
Siège Social à Lyon (69009) - 51 rue de Saint Cyr
402 002 687 RCS LYON

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE AVENIR FINANCE EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

Chers Actionnaires,

Le 7 avril 2011, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés d'Avenir Finance. Ces comptes ont ensuite été publiés et déposés dans les conditions prévues par la loi et le RGAMF.

Le présent rapport a pour objet pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé dans le cadre de l'approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

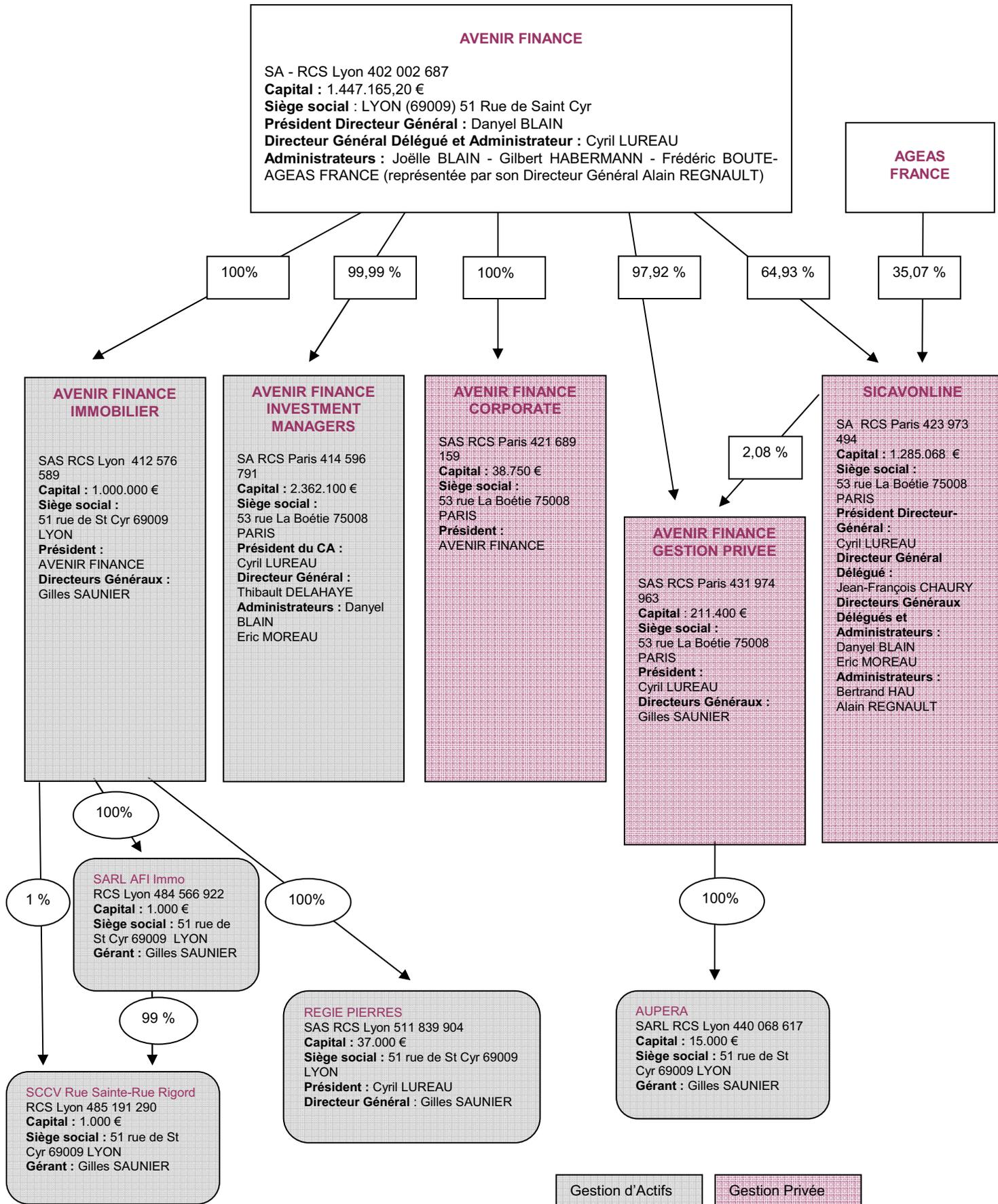
Nous vous exposerons dans une première partie l'activité du groupe, les résultats générés, les progrès réalisés ou difficultés rencontrées, les perspectives d'avenir, les événements importants intervenus depuis le début de l'exercice ainsi que les activités du groupe en matière de recherche et de développement.

Une seconde partie sera dédiée aux aspects touchant à la vie sociale et à l'actionnariat de la société.

La troisième partie sera consacrée à l'analyse des différents risques et donnera des informations sur la façon dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité.

I. ENVIRONNEMENT ET ACTIVITE DU GROUPE EN 2010

Organigramme à jour au 31 décembre 2010



I.1 LES DIFFERENTS MARCHES

D'un point de vue macro économique, l'année 2010 aura été caractérisée par une forte reprise de la croissance mondiale (déjà initiée au second semestre 2009), par la dichotomie entre les rythmes de croissance des pays émergents et des pays développés et par la crise des dettes souveraines européennes.

Les marchés financiers, quant à eux, ont connu une année mouvementée. Affolés par la crise grecque et un risque important de récession, ils ont ainsi lourdement dévissé au printemps avant de parvenir ensuite à se redresser grâce aux performances réalisées par les sociétés ayant réalisé de fortes restructurations.

Mais la tendance n'a pas été linéaire. En effet, le spectre de la crise des dettes souveraines ressurgissant à intervalles réguliers, les marchés ont été marqués par une forte volatilité.

Globalement, pour l'activité du Groupe, ces conditions de marché n'ont pas été très positives. L'appétit pour le risque des investisseurs individuels est demeuré faible, l'épargne privée s'est essentiellement dirigée vers l'investissement immobilier locatif et les contrats d'assurance vie en euros.

Au niveau immobilier, l'année se termine sur un bilan mitigé. Entre reprise économique moribonde et record de baisse des taux, le marché immobilier est resté hésitant. 2010 était attendu comme l'année de la reprise, de la sortie de crise pour finalement se révéler comme une année de convalescence.

Le marché de l'immobilier ancien, cœur de cible de l'activité du Groupe, a connu un retournement au niveau des prix. Après plus de dix années où le marché a connu une véritable expansion et enregistré, année après année, des progressions record des prix, la bulle spéculative a dégonflé progressivement depuis 2007. Sur 2008 et 2009, le marché de l'ancien a connu un atterrissage en douceur et a même renoué avec plus de confiance.

A contrario, en 2010, le prix des logements anciens a connu de nouvelles pressions à la hausse.

Alors qu'ils avaient baissé de -3,1% en 2008 et de -4,9% en 2009, les prix ont enregistré une hausse moyenne de +5,3% en 2010. A cela, une raison principale : les conditions de crédits qui ont soutenu les conditions d'expression de la demande.

Pour les métiers exercés par le groupe Avenir Finance, une analyse par segments d'activité fait ressortir les tendances macro-économiques suivantes.

I.1.1 Produits immobiliers

En 2010, le marché de l'immobilier ancien a renoué avec la hausse des prix mais également avec une reprise des volumes.

Dans ce marché, la stratégie du Groupe, initiée dès 2007, s'est poursuivie avec une réduction du stock d'immeubles et une réduction drastique du stock de dettes, proche de zéro en ce début d'année 2011. La politique du Groupe en matière immobilière vise une limitation du portage des opérations, fixée à 25% des fonds propres.

Parallèlement, sur l'exercice 2010, l'intégration verticale du métier s'est traduite par le développement du métier de contractant général non exécutant exercé par la société Aupera.

A ce jour, l'activité immobilière représente donc trois sources de marges distinctes pour le Groupe. D'une part, le portage du foncier et le suivi des travaux de rénovation se traduisent par une marge au niveau de la Gestion d'Actifs et d'autre part, la distribution génère une marge pour le pôle Gestion Privée.

Cette évolution stratégique modifie la structure du chiffre d'affaires mais également des marges. Surtout, elle présente l'avantage de réduire considérablement le niveau de risque du Groupe tant au niveau de l'endettement que du BfR. Pour un niveau de marges équivalent, cela assure une meilleure maîtrise de la qualité, sans demander d'investissements humains supplémentaires.

Sur le terrain, l'année 2010 a été marquée par la commercialisation de trois opérations importantes : Lyon Gare Saint Paul, Dijon et Bordeaux ainsi que d'un immeuble bénéficiant d'une fiscalité Monuments Historiques et connaissant un grand succès : Valréas.

Rappelons que tous ces biens jouissent d'une grande qualité architecturale et d'emplacements de tout premier ordre dans les centres villes. Ces deux caractéristiques expliquent que les biens en stock n'aient pas à pâtir d'une quelconque dévalorisation.

Enfin, il est à noter qu'Avenir Finance offre encore à la commercialisation des lots présentant l'avantage de bénéficier des avantages de la loi Malraux 2008, comme à Nevers.

Au niveau national, cette année encore, Avenir Finance Immobilier s'est affirmé comme leader sur le marché de l'immobilier ancien à forte valeur patrimoniale.

Les indicateurs de la filiale immobilière sont les suivants :

En K€	2010	2009
Total du bilan	7.431	11.203
Chiffre d'Affaires H.T.	5.383	9.428
Résultat net	(450)	(213)

L'activité de la filiale s'établit en net recul de 43% par rapport à 2009. Cette évolution ne traduit en aucun cas une baisse d'activité mais bien le changement de stratégie de la direction. Concrètement, cela signifie que le Groupe a vendu, en plus des immeubles acquis et enregistrés en stock, des opérations qui ont été portées par :

- des investisseurs financiers privés,
- les vendeurs d'immeubles.

Au niveau de l'enregistrement comptable, ces opérations, non achetées par Avenir Finance Immobilier, ne sont donc pas passées dans les comptes de la filiale mais ont été enregistrées dans l'activité distribution de la Gestion Privée, à travers Avenir Finance Gestion Privée.

En parallèle, il est à noter une réduction des charges d'exploitation de -26% avec notamment une équipe recentrée autour de 3 personnes. Mais surtout, il convient de noter une contraction drastique des charges financières (-68%) qui traduit logiquement la politique volontariste de diminution du stock afin de minimiser la dette affichée et le risque corrélé.

L'endettement résiduel consiste en le solde des emprunts ayant historiquement permis la constitution du stock immobilier, à hauteur de 1.067 K€. Parallèlement, le montant des emprunts et dettes financières de 4.440 K€ correspond au compte courant d'Avenir Finance.

I.1.2 Sociétés de Gestion

Gestion d'actifs

Le premier semestre fut difficile pour l'ensemble des places financières mondiales, avec un mois de mai particulièrement chahuté. Les marchés mondiaux ont affiché dans leur ensemble des pertes au début de l'année avec des performances disparates : les pays

d'Europe du Sud ont présenté les plus forts replis, alors que les Etats-Unis et les pays émergents ont limité leurs pertes.

Au cours du premier trimestre, les thèmes « macro » ont occupé le devant de la scène.

D'un côté, on notera que la reprise de la croissance s'est renforcée, s'étendant à l'ensemble de l'économie mondiale comme en attestent l'embellie du marché du travail américain et l'amélioration conjoncturelle des principaux pays européens. De l'autre, ce qui retiendra l'attention, c'est l'explosion de la dette publique dans certains pays, notamment en Grèce. Au mois de mars, les marchés ont repris un semblant de confiance, marqués par une reprise rapide, grâce aux déclarations des membres de l'Union Européenne de soutien et de solidarité envers la Grèce.

Au cours du second trimestre, le marché « actions » a traversé une période de turbulences. Au-delà d'une série de résultats d'entreprises supérieurs aux attentes, ce sont les craintes macroéconomiques qui ont encore une fois, occupé le devant de la scène. Dès la fin du mois d'avril, les places boursières internationales ont entamé une nouvelle phase de correction. La tendance est restée baissière sur l'ensemble de la période, avec une accalmie passagère en mai dans le sillage de statistiques favorables venues des pays émergents. En juin, les inquiétudes des investisseurs se sont concentrées à nouveau sur la question des dettes souveraines en zone Euro et de leur impact sur la croissance mondiale. En effet, ce sont les craintes d'une rechute économique matérialisée par le tassement du dynamisme de la croissance mondiale, sur lesquelles les marchés se sont focalisés.

Malgré ces incertitudes, l'activité d'Avenir Finance Investment Managers au cours de l'exercice 2010 a continué à progresser. C'est ainsi que les encours sous gestion sont passés de 440,6 M€ fin 2009 à 511 M€ fin 2010, auxquels il faut ajouter 8 M€ de collecte pour la SCPI RENOVALYS.

Les encours se répartissent comme suit :

- gestion collective : 406,2 M€
- gestion sous mandat : 53 M€
- gestion de mandat d'arbitrage en unité de compte : 51,8 M€
- SCPI : 8 M€

Au cours de cet exercice, la gamme des FCP a été enrichie par la création de deux fonds commun de placement :

- AFIM Bond Return (marchés de taux internationaux),
- AFIM OFP Eur Sovereign Bond Fund (marchés souverains de la zone euro).

A fin décembre, l'actif de ces fonds approchait 63 M€.

Enfin, et pour répondre aux besoins de la clientèle, deux classes de parts valorisées en dollars ont été créées sur le fonds US Opéra. Ce fonds, très performant au cours de l'exercice, offre ainsi cinq classes de parts qui permettent de couvrir les demandes pour des parts valorisées en euros, en dollars ou en euros couvertes contre le risque de change.

Au niveau de la gestion immobilière, la première SCPI créée par Avenir Finance Investment Managers a atteint une collecte de 8 M€ et une nouvelle SCPI a été créée en fin d'année : Renoyalys 2. Cette SCPI de type fiscal « déficit foncier » a déposé une demande en vue d'obtenir le visa de l'Autorité des Marchés Financiers pour offre public à l'épargne.

Les indicateurs du niveau d'activité d'Avenir Finance Investment Managers sont les suivants :

En K€	2010	2009
Total du bilan	8.919	6.314
Chiffre d'Affaires H.T.	8.732	6.518
Résultat net	1.223	954

S'agissant d'une activité de coûts fixes, la hausse du chiffre d'affaires (+ 34%) se répercute directement sur les différents soldes intermédiaires de gestion : la rentabilité s'affirme malgré les investissements humains engagés sur l'exercice.

Au regard de ces données, notons la faiblesse des dettes financières qui n'atteignent pas de montant significatif.

Private Equity

Le 2 mars 2010, le groupe Avenir Finance a cédé 80% de sa participation dans Avenir Finance Gestion au groupe Gorgé.

En 2010, la société renommée Promelys Participations, n'était qu'une participation minoritaire pour le groupe qui a choisi de se recentrer sur ces deux cœurs de métiers :

- la Gestion Privée,
- la Gestion d'Actifs.

I.1.3 Distribution de produits financiers et d'assurance vie

Après la crise financière de 2008 et la stabilisation de 2009, les marchés financiers ont connu, au cours de l'exercice 2010, une forme de normalisation. Pour autant, l'appétit pour le risque des investisseurs individuels est demeuré faible. L'épargne privée s'est essentiellement dirigée vers l'investissement immobilier locatif et les contrats d'assurance vie en euros.

Les chiffres clés de l'entité Sicavonline sont les suivants :

En K€	2010	2009
Total du bilan	6.882	6.164
Produit Net Bancaire	2.831	2.052
Résultat net	421	294

Malgré la conjoncture, l'activité de Sicavonline a progressé de 38% grâce à sa stratégie de développement.

En effet, après un exercice 2009 qui a permis de redresser les résultats, notamment grâce à des baisses très importantes de charges, la société a commencé à investir de nouveau sur l'exercice 2010, dans deux directions :

- le développement de son site Internet,
- la mise en œuvre des partenariats.

Les investissements ont porté sur les messages publicitaires, le recrutement (deux personnes en charge du contenu rédactionnel, deux personnes au Marketing Internet), le développement de l'offre produits, la mise en œuvre technique et l'animation commerciale des partenaires.

Ainsi l'audience du site internet a progressé de façon très significative, atteignant près de 200.000 visiteurs uniques en fin d'année. Cette croissance de l'audience a permis d'une part de générer des revenus complémentaires (publicité), mais également de favoriser une activité commerciale plus importante, grâce aux prospects plus nombreux.

La société Avenir Finance Gestion Privée présente, quant à elle, les indicateurs d'activité suivants :

En K€	2010	2009
Total du bilan	8.434	5.475
Chiffre d'Affaires H.T.	8.453	7.307
Résultat net	661	373

En 2009, cette filiale avait consenti des investissements humains sur la force commerciale qui ont porté leurs fruits sur l'exercice 2010. Parallèlement, la poursuite du partenariat avec la BNP et la montée en puissance de celui conclu avec les Caisse d'Epargne ont permis une croissance de l'activité (+ 16,5%).

Les charges d'exploitation, pour leur part, sont restées contenues, permettant un affermissement de la rentabilité et du résultat net.

I.1.4 Conseil en opérations de haut de bilan

L'activité 2010 a encore été fortement impactée par les suites de la crise financière débutée au 4ème trimestre 2008. Cette crise a affecté les marchés financiers et les opérations de financement des PME françaises ou étrangères, en capital ou en dette.

Le nombre d'opérations de rapprochement, de cession, de levée de fonds privée et d'introduction en bourse a été considérablement réduit, ce qui a affecté les acteurs de marché.

Aussi, l'année 2010 a été marquée par l'arrêt définitif en interne des activités de prospection et de montage de dossiers Corporate.

Malgré les investissements réalisés, notamment dans l'engagement de frais de prospection commerciale, la société Avenir Finance Corporate ne disposait d'aucune perspective d'amélioration :

- la conjoncture est particulièrement difficile : faiblesse des volumes de transactions, tickets d'investissement réduits, sélectivité et attentisme des investisseurs sur les dossiers ... ; perturbations de marché au cours du premier semestre en lien avec la « crise grecque »,
- certes des mandats peuvent être signés mais en réalité peu d'opérations se réalisent,
- difficultés constantes à recouvrer les créances vis-à-vis de clients mécontents du fait de la non réalisation ou du retard pris dans la réalisation des opérations pour leur compte.

Ce sont les raisons pour lesquelles la société Avenir Finance Corporate a été contrainte de procéder au licenciement des deux salariés à temps plein qu'elle comptait.

Les indicateurs de la filiale Corporate :

En K€	2010	2009
Total du bilan	348	829
Chiffre d'Affaires H.T.	100	401
Résultat net	(155)	204

Les conditions de marché ont pesé sur l'activité et le chiffre d'affaires se compresse de 75%. Malgré la poursuite de la réduction des charges d'exploitation (-18%), la rentabilité se dégrade fortement et l'exercice se solde par une perte malgré un abandon de créances de la maison mère de 733 K€.

I.2 LES COMPTES 2010

I.2.1 Les comptes sociaux

Faits caractéristiques de l'exercice

Dès le début de l'exercice 2008, le Groupe avait entamé une action d'envergure visant à renforcer son réseau commercial propre afin de limiter l'impact de la conjoncture sur l'activité des différentes entités. Parallèlement, le développement des partenariats avec les

grands comptes s'était poursuivi afin d'enrichir encore davantage les sources de prospects. Ces actions se sont naturellement poursuivies depuis.

Rapidement conscient que ces actions, certes ambitieuses, ne suffiraient pas à surmonter l'ampleur de la crise internationale, le Groupe entamait un second plan de mesures sur le second semestre 2008 :

- licenciement économique de 10 collaborateurs en juillet dans les fonctions supports et les métiers de la bourse,
- baisse radicale des budgets de marketing et communication,
- renégociation systématique des contrats avec les principaux fournisseurs,
- puis seconde vague de licenciements en novembre 2008.

En 2009, ce sont ainsi 5,5 M€ de réduction de coûts en année pleine qui avaient été générés.

De plus, rappelons que, lors de l'exercice 2009 :

- Avenir Finance avait cédé, le 15 décembre 2009, 22 253 titres de la filiale Sicavonline pour un prix de vente de 3 199 981 €. A cette même date, une augmentation de capital réalisée dans Sicavonline n'avait pas été souscrite par Avenir Finance. Le pourcentage de détention, suite à ces deux opérations, était passé de 100% à 65%.
- Avenir Finance avait consenti un abandon de compte courant en faveur d'Avenir Finance Corporate pour un montant de 500 000 €.

Sur 2010, le Groupe se recentre sur deux pôles d'activité : la Gestion d'Actifs et la Gestion Privée. En parallèle, l'exercice est marqué par trois faits marquants :

- Le Groupe Avenir Finance a cédé, le 2 mars 2010, 80% de sa participation dans Avenir Finance Gestion au groupe Gorgé. En 2010, il ne détenait plus qu'une participation minoritaire dans l'entité renommée Promelys Participations.
- Avenir Finance a consenti un abandon de compte courant en faveur d'Avenir Finance Corporate pour un montant de 732.939 €.
- Dans un environnement économique encore fragile et contrasté, le Groupe a restauré sa capacité bénéficiaire et amorcé un nouveau cycle de croissance qui s'est traduit notamment par la reprise progressive des investissements humains, marketing et publicité).

Généralités

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 7 avril 2011 et seront soumis à l'Assemblée Générale des Actionnaires le 15 juin 2011.

Les états financiers qui sont présentés ne comportent pas de modification notable, tant au niveau de la présentation des comptes qu'à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Chiffres clés

Données financières (en K€)	2010	2009
Total du bilan	23.815	23.937
Chiffre d'affaires	1.814	2.095
Résultat net	89	898
Résultat net par action (en euros)	0,04	0,37
Dividende payé par action (en euros)	0	0

Dépenses non déductibles

Conformément à la norme du CNCC n° 5-106 § 10, nous précisons qu'il n'existe pas de dépenses visées à l'article 39-4 du CGI ni de charges non déductibles (CGI article 223 quinquies).

Proposition d'affectation du résultat

Le résultat distribuable s'élève à 985.020 euros, soit :

- Report à nouveau :	896.098 euros
- Résultat de l'exercice :	88.922 euros
TOTAL	985.020 euros

Il est proposé de distribuer ce résultat distribuable ainsi qu'il suit :

- à titre de dividende, un montant de :	361.791,30 euros
- au report à nouveau pour :	623.228,70 euros

Il serait ainsi distribué un dividende de 0,15 euro par action.

Au choix de l'actionnaire, ce dividende serait perçu soit en numéraire, soit en actions.

A cet effet, chaque actionnaire pourrait, pendant une période fixée par l'assemblée générale ordinaire, opter pour le paiement en actions en en faisant la demande auprès des établissements payeurs.

La distribution en espèces, qui serait effectuée en euros, après l'expiration de la période d'option pour le réinvestissement du dividende en actions, ouvrirait droit à la réfaction de 40 % prévue par l'article 158, 3-2° du Code général des impôts pour les personnes physiques domiciliées en France, sauf option pour le prélèvement libératoire prévu à l'article 117 quater dudit Code.

La Société prélèverait lors du paiement du dividende, les sommes dues au titre de la CSG – CRDS et prélèvements sociaux.

Conformément à la loi, le prix de l'action qui serait remise en paiement du dividende serait égal à 90 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant la date de l'assemblée générale ordinaire, diminuée du montant net du dividende.

Si le montant des dividendes pour lequel était exercée l'option ne correspondait pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourrait :

- obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant à la date où il exercerait son option, la différence en numéraire ;
- ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soule en espèces.

Les actions ainsi remises en paiement du dividende porteraient jouissance à la date de la réalisation de l'augmentation de capital constatée par le conseil d'administration.

Il serait demandé à l'assemblée générale de donner tous pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation au président directeur général et/ou aux directeurs généraux délégués à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'application et à l'exécution de cette résolution, de constater l'augmentation de capital qui en résulterait et de modifier en conséquence les statuts de la société.

Les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice de distribution	Dividende distribué
2008	0,70 € *

2009	0
2010	0

* En 2008, la totalité du dividende ouvrait droit à la réfaction de 40 % pour les personnes physiques domiciliées en France.

Jetons de présence

Il est proposé d'allouer aux administrateurs, pour l'exercice 2010, un montant global de 18.000 €, à titre de jetons de présence.

Réintégration de frais généraux

Aucune réintégration de frais généraux n'a été pratiquée par l'administration fiscale en vertu de l'article 39-5 du CGI (article 223 quinquies CGI).

I.2.2 Les comptes consolidés

Il est rappelé que faisaient partie du périmètre de consolidation des comptes de la société Avenir Finance au 31 décembre 2010 :

- Sicavonline
- Avenir Finance Immobilier
- Avenir Finance Corporate
- Avenir Finance Gestion Privée
- Avenir Finance Investment Managers
- EURL AFI Immo
- REGIE PIERRES
- SCCV Rue Sainte-Rue Rigord
- EURL Aupéra

Chiffres clés

Données financières IFRS (en K€)	2010	2009
Total du bilan	41.632	41.216
Chiffre d'affaires	26.870	27.719
Résultat net	289	2.086
Résultat net par action (en euros)	0,06	0,86

Dans un environnement économique encore fragile et contrasté, le Groupe Avenir Finance a amorcé en 2010 en nouveau cycle de croissance. Au titre de l'exercice 2010, le Groupe enregistre une marge brute en forte progression (+9,7%). La stagnation du chiffre d'affaires est le résultat de l'évolution de la stratégie de portage dans l'immobilier et ne reflète pas la véritable activité commerciale des deux métiers du Groupe.

Le résultat net, bien que positif, est amputé par la reprise progressive des investissements (1,2 M€ pour le recrutement de nouveaux conseillers en gestion privée, pour le marketing, la publicité et l'équipe rédactionnelle de Sicavonline), par les dernières charges liées à la restructuration (0,88 M€ liés à l'arrêt de l'activité d'Avenir Finance Corporate) et par l'impact IFRS des actions gratuites (0,29 M€), soit un montant total de 2,37 M€. Hors investissements et éléments exceptionnels, la capacité bénéficiaire du Groupe a été restaurée.

La structure financière s'en trouve renforcée avec des fonds propres en hausse de 2%, passant de 19.903 K€ à 20.358 K€, tandis que l'endettement global se réduit du tiers, passant de 10.075 K€ à seulement 6.759 K€.

Présentation synoptique du bilan et compte de résultat

Bilan actif (sur 12 mois en K€)

En milliers d'euros	déc.-10	déc.-09
Ecart d'acquisition	8 275	8 236
<i>Dont UGT Gestion Privée</i>	3 761	3 761
<i>Dont UGT Gestion d'actif</i>	4 514	4 475
Autres Immobilisations incorporelles	16	6
Immobilisations corporelles	481	473
Autres actifs financiers, y compris dérivés	481	840
Participations dans les entreprises mises en équivalence	173	-
Actifs d'impôts différés	3 855	3 636
ACTIF NON COURANT	13 282	13 191
Stock & encours	4 943	7 710
Créances clients	12 406	8 591
Créances d'impôt courant	379	280
Comptes de notaires	1 494	1 403
Autres créances courantes	3 078	2 912
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6 075	6 139
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		990
ACTIF COURANT	28 377	28 025
TOTAL DE L'ACTIF	41 658	41 216

Bilan passif (sur 12 mois en K€)

En milliers d'euros	déc.-10	déc.-09
Capital	1 447	1 447
Primes d'émission	14 131	16 898
Réserves consolidées	4 635	-528
Résultats non distribués	182	2 086
CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)	20 358	19 903
Participations ne donnant pas le contrôle	1 941	1 936
Provisions pour risques et charges	6	28
Avantages du personnel	67	93
Emprunts et dettes financières	114	389
PASSIF NON COURANT	188	510
Emprunts et dettes financières	6 768	10 075
<i>dont endettement sur immobilier</i>	<i>1 513</i>	<i>4 466</i>
Dettes fournisseurs	5 501	3 690
Dettes fiscales et sociales	4 079	3 645
Autres dettes	2 798	1 071
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		386
PASSIF COURANT	19 146	18 867
TOTAL DU PASSIF	41 658	41 216

Soldes intermédiaires de gestion (sur 12 mois en K€)

En milliers d'euros	déc.-10	% Marge	déc.-09	% Marge
Ventes de marchandises	9 712		10 712	
Ventes de produits	17 158		17 007	
CHIFFRE D'AFFAIRES	26 870		27 719	
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>			1 978	
Charges Opérationnelles	12 197		13 452	
MARGE BRUTE	14 673	100,0%	14 267	100,0%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>			1 486	
Taux	55%		51%	
Frais de personnel	-10 212	-69,7%	-9 223	-64,6%
Charges externes	-3 224	-22,0%	-3 874	-27,2%
Impôts et taxes	-1 243	-8,5%	-969	-6,8%
Dotations nettes aux amortissements	-165	-1,1%	-170	-1,2%
Dotations aux provisions nettes de reprises	-178	-1,5%	212	1,5%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-350	-2,4%	243	1,7%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>			221	
Pertes de valeur sur actifs			-	
Cession d'actifs financiers	583		2 263	
Autres produits et charges opérationnels	-275		71	
RESULTAT OPERATIONNEL	-42	-0,6%	2 577	18,1%
Coût de l'endettement financier brut	-244		-594	
Produits financiers des placements de trésorerie	7		47	
Coût de l'endettement financier net	-237	-1,6%	-547	-3,8%
Autres produits et charges financières	25		16	
Impôts sur les résultats	544		40	
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	289	2,0%	2 086	14,6%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			-	
RESULTAT NET	289	2,0%	2 086	14,6%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>			152	
Dont :				
-Part du groupe	182		2 086	
-Part des minoritaires	107		-	
Résultat net par action - part du groupe (euros)	0,06		0,86	
Résultat net dilué par action - part du groupe (euros)	0,06		0,77	
Nombre d'actions retenu (en milliers)				
pour le résultat net par action	2 411		2 412	
pour le résultat net dilué par action	2 444		2 454	

I.3 L'ANALYSE ET LES PERSPECTIVES

I.3.1 La recherche et développement

En 2010, les efforts en matière de R&D se sont concentrés essentiellement vers le système d'information propriété de Sicavonline, notamment sur les domaines suivants :

- des outils pour l'organisation de la distribution ;
- la mise en œuvre des nouveaux partenariats (CPLUSUR.COM, BOURSIER.COM...).

Aussi, le système d'information développé et opéré par Sicavonline s'est étoffé :

- innovations dans les dispositifs de suivi de la performance commerciale (outil propriétaire) ;
- développement d'un dispositif permettant de fournir les services de consultation de comptes, passages d'ordres... sur des sites web tiers, en parfaite sécurité ;
- réflexions et prototypages en vue de la synchronisation de notre référentiel CRM avec les partenaires commerciaux ;
- refonte du dispositif de rémunération des distributeurs d'OPCVM pour lesquelles Sicavonline est promoteur ;
- modules de souscription en ligne aux produits FIP, FCPI et assurance vie.

I.3.2 La variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Autres réserves et résultat	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Situation au 1er Janvier 2009	1 431	17 728	-1 393	17 766		17 766
Résultat consolidé de l'exercice			2 086	2 086		2 086
Coûts des paiements en actions			39	39		39
Variation contrat de liquidité et actions propres						
Attribution d'actions gratuites	16	-16				
Diminution de pourcentage d'intérêt			12	12	1 936	1 948
Total des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16	-16	2 137	2 137	1 936	4 073
Augmentation de capital						
Distribution effectuée		-814	814			
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2009	1 447	16 898	1 558	19 903	1 936	21 839
Résultat consolidé de l'exercice			182	182	107	289
Coûts des paiements en actions		298		298		298
Variation contrat de liquidité et actions propres						
Attribution d'actions gratuites						
Diminution de pourcentage d'intérêt						
Total des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 447	17 196	1 740	20 383	2 044	22 427
Augmentation de capital						
Distribution effectuée		-3 077	3 077		-103	-103
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2010	1 447	14 119	4 817	20 383	1 941	22 324

Ce tableau détaille le renforcement de 2% des capitaux propres.

I.3.3 La situation de trésorerie

Sur 12 mois en K€

En milliers d'euros	déc.-10	déc.-09
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat de la période	289	2 086
Amortissements des immobilisations	165	170
Dotations / Reprise provisions	-48	16
Résultat de cession d'immobilisations	-586	-2 262
Charge d'impôt	-544	-40
Charges financières nettes	237	547
Coût des paiements fondés sur des actions	280	39
	-206	556
Variation de stock	2 767	7 761
Variation des créances d'exploitation (1)	-3 966	162
Variation des dettes d'exploitation (1)	3 488	1 005
Autres variations	9	-1
Variation du BFR lié à l'activité	2 297	8 927
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	2 091	9 483
Intérêts payés	-237	-547
Impôt sur le résultat payé	326	237
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	2 179	9 173
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-183	-11
Acquisitions d'immobilisations financières	-3	-449
Trésorerie nette sur acquisition & cession filiales	-19	
Produits de cession d'immobilisations	1 636	3 211
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	1 431	2 751
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la Société mère		
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	-103	
Augmentation de capital		2 202
Produits de vente et rachat d'actions propres	19	
Souscription d'emprunts	224	
Remboursement d'emprunts	-3 581	-9 273
Intérêts payés		
Trésorerie nette utilisée par les activités de financement	-3 441	-7 071
Variation de trésorerie	169	4 853
Trésorerie d'ouverture	979	-3 874
Trésorerie de clôture	1 148	979

I.3.4 L'endettement

Analyse de la dette par nature

En milliers d'euros	31-déc.-10		31-déc.-09	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts sur immobilier		1 509		4 466
Emprunts sur croissance externe		277	275	410
Associés comptes courant	-	-	-	-
Avances conditionnées	114	56	114	38
Dépôts et concours bancaires		4 918		5 161
Total	114	6 759	389	10 075

Analyse par maturité

En milliers d'euros	31-déc.-10	Échéances à		
		moins d'un an	plus d'un an	plus de 5 ans
Emprunts sur immobilier	1 509	1 509		
Emprunts sur croissance externe	277	277		
Associés comptes courant	-	-		
Avances conditionnées	170	56	114	
Dépôts et concours bancaires	4 918	4 918		
Total	6 874	6 759	114	

Le niveau d'endettement se réduit considérablement sur 2010 et la quasi totalité du solde est constituée par des dettes à moins d'un an. Il n'y a pas de dette à plus de cinq ans.

Sur l'exercice, les dettes concernant le financement des acquisitions pour l'activité immobilière représentent moins du quart de et reposent sur un stock d'opérations foncières.

I.3.5 Les délais de paiement

De nouvelles obligations en matière de délais de paiement ont été introduites par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, dite loi « LME » et complétées par le décret n°2008-1492 du 30 décembre 2008. Ces deux textes ont été codifiés dans le code de commerce.

L'article L.441-6 alinéa 1 du code commerce précise que ces dispositions s'appliquent entre « tout producteur, prestataire de services, grossiste ou importateur » et « tout acheteur de produits ou tout demandeur de prestations de services qui en fait la demande pour une activité professionnelle ».

L'alinéa 8 fixe le délai légal de règlement au trentième jour suivant la réception des marchandises ou d'exécution de la prestation. Toutefois, l'alinéa 9 du même article permet de se référer à un délai conventionnel qui « ne peut dépasser quarante cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture ».

Au 31 décembre 2010, la dette des différentes entités du Groupe se répartissait comme suit :

Libellé	De 0 à 30 jrs	De 31 à 60 jrs	De 61 à 90 jrs	+de 90 jrs	Total
Sicavonline	141.931	763	157.424	6.737	306.855
Avenir Finance	114.666	33.028	163.392	0	311.086
AF Immobilier	33.774	358.781	0	0	392.555
AF Corporate	1.096	4.131	0	1.196	6.423
AF Gestion	0	0	0	0	0
AF Gestion Privée	160.151	64.167	0	170.491	394.809
AF Investment Managers	346.940	53	602.990	4.116	954.099
TOTAL	798.558	460.923	923.806	182.540	2.365.827
	36%	21%	42%	1%	

A la clôture 2009, la répartition était la suivante :

Libellé	De 0 à 30 jrs	De 31 à 60 jrs	De 61 à 90 jrs	+de 90 jrs	Total
Sicavonline	151 502	61 016	5 206	3 747	221 471
Avenir Finance	147 591	166 768	164	3 427	317 950
AF Immobilier	270 067	138 272	63	-90 235	318 167
AF Corporate	4 944	0	0	1 196	6 140
AF Gestion	101 301	2 599	5 268	0	109 168
AF Gestion Privée	142 314	835	0	-3 229	139 921
AF Investment Managers	53 742	3 348	3 386	4 795	65 271
TOTAL	871 461	372 839	14 087	-80 299	1 178 088
	74%	32%	1%	-7%	100%

A noter : Les avances au bilan d'AF Immobilier représentaient des avances faites aux architectes.

I.3.6 L'information sectorielle

Les principaux indicateurs par secteur d'activité sont les suivants :

Comptes de résultat	déc.-10			déc.-09			Proforma sans AFG		
	G.P.	G.A.	Total	G.P.	G.A.	Total	G.P.	G.A.	Total
Chiffre d'affaires	12 997	14 848	27 845	12 516	17 591	30 107	12 516	16 260	28 776
Ventes Inter-secteurs	-740	-235	-975	-2 150	-238	-2 388	-2 051	-238	-2 289
Chiffre d'affaires consolidé	12 257	14 613	26 870	10 366	17 353	27 719	10 465	16 022	26 487
Marge Opérationnelle	9 308	5 365	14 673	8 167	6 096	14 263	8 167	5 207	13 374
taux	75,9%	36,7%	54,6%	78,8%	35,1%	51,5%	78,0%	32,5%	50,5%
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	151	14	165	190	27	217	190	27	217
Frais de personnel	7 587	2 636	10 223	6 739	2 483	9 222	6 739	2 483	9 222
Dont Coût des paiements en action	280		280	26	13	39	26	13	39
Résultat d'exploitation avant dépréciation des Fonds de commerce	-1 494	1 095	-350	-1 084	1 351	267	-1 084	1 130	46
Cession d'actifs financiers	583		583	2 262		2 262	2 262		2 262
Autres charges et produits opérationnels	-183	-92	-275	39	8	47	39	8	47
Perte de valeur des goodwill									
RESULTAT OPERATIONNEL SECTORIEL APRES DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE	-1 094	1 003	-42	1 217	1 359	2 577	1 217	1 138	2 356
(+) Résultat financier	-100	-112	-212	-133	-398	-531	-133	-405	-538
(-) Impôts sociétés	753	-209	544	328	-288	40	328	-212	116
RESULTAT CONSOLIDE	-393	681	289	1 412	673	2 086	1 412	522	1 934

L'activité Gestion d'actifs est légèrement plus importante en chiffre d'affaires mais nettement plus contributive aux résultats sur l'exercice 2010, en raison des investissements consentis et de l'arrêt de la filiale Corporate.

I.3.7 Les évènements post clôture

Une évolution stratégique majeure a été décidée et mise en œuvre sur l'exercice 2010.

En effet, le groupe Avenir Finance a choisi d'axer son développement et donc de concentrer ses ressources financières et humaines sur les deux cœurs de métier du groupe :

- la gestion privée,
- la gestion d'actifs.

Dans ce cadre, le groupe avait décidé de céder 80% d'Avenir Finance Gestion, sa filiale dédiée au non coté, à la société de private equity Pelican Venture.

En février 2011, les 20% restants ont également été cédés au repreneur initial. Le Groupe n'a donc plus d'intérêt minoritaire dans le métier du Private Equity.

Dans le même temps, la politique volontariste de développement des partenariats se poursuit avec la montée en puissance progressive des flux avec Ageas, la Caisse d'Epargne, la BPE/Crédit Mutuel et le Groupe Figaro.

Cette orientation du Groupe se réalise dans le respect des valeurs historiques du Groupe :

- Indépendance, recherche de nouveaux partenariats,
- Capital humain, capacité d'intégration et actionnariat salarié,
- Capital client, respect du client, actif principal de la société,
- Innovation, offre évolutive de produits et services,
- Pérennité, structure financière et équilibre des métiers,
- Solidarité, création de la Fondation Avenir Finance.

I.3.8 Les prises de participations et de contrôle

Au cours de l'exercice 2010, la Société n'a pris aucune participation directe.

Néanmoins, il est signalé que la société Avenir Finance Gestion Privée, dont la Société détient 97,92 % du capital, a acquis 100 % du capital de la Société AUPERA, SARL au capital de 15.000 euros, dont le siège social est à LYN (69009) – 51 rue de Saint-Cyr, immatriculée sous le numéro 440 068 617 RCS Lyon et ayant pour objet la réalisation de toutes prestations liées à l'acte de construire et notamment aux activités suivantes :

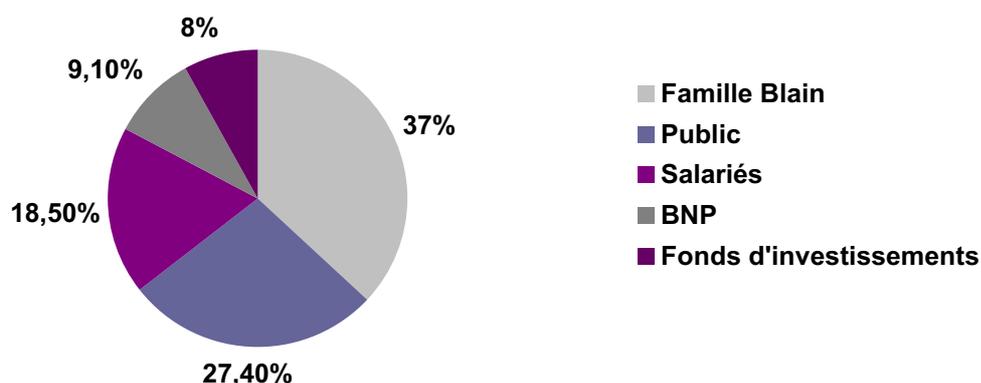
- Contractant général non exécutant,
- Maîtrise d'œuvre,
- Economiste de construction,
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage.

II. ACTIONNARIAT ET VIE SOCIALE

II.1 L'ACTIONNARIAT

II.1.1 L'identité des actionnaires

Au 25 mars 2011, la composition de l'actionnariat est la suivante :



Source : Caceis

La proportion du capital détenue par des salariés dont les titres font l'objet d'une gestion collective (PEG) est de 4 %

Au 31 décembre 2010, la société Avenir Finance a connaissance de l'existence des actionnaires suivants détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote :

- Danyel Blain détient plus de 20% du capital et 25% des droits de vote
- Joëlle Blain détient plus de 10% du capital et 15% des droits de vote,
- SAS Cévenole de Participations (BNP) détient plus de 5% du capital et moins de 5% des droits de vote
- SAS Auvergne et Bourgogne détient plus de 5% du capital et des droits de vote.

Conformément à l'article L233-13 du code de commerce, nous précisons qu'aucun mouvement ayant eu pour conséquence le franchissement du seuil de détention à la hausse ou à la baisse dans le capital d'Avenir Finance n'a été déclaré pendant l'année 2010.

Au cours des trois dernières années, l'évolution de l'actionnariat est la suivante :

Actionnariat / Année	2010	2009	2008
Famille Blain	37%	37%	38%
Actions au porteur	46%	46%	45%
Investisseurs financiers	17%	17%	17%

II.1.2 Le programme de rachat d'actions propres

Les opérations réalisées en 2010 dans le cadre des programmes de rachat autorisés par les Assemblées Générales des 18 juin 2009 et 23 juin 2010 sont résumées dans le tableau ci-après :

Finalité	Nombre d'actions acquises	Prix moyen des actions acquises
Animation du cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF	7.103	7,5616 €
Mise en œuvre d'un plan d'épargne d'entreprise	0	0 €
Couverture d'un plan d'options d'achat d'actions de la société	0	0 €
Couverture d'un plan d'attribution gratuite des actions de la société	0	0 €
Remise d'actions dans le cadre d'échanges en cas d'opération de croissance externe	0	0 €
Annulation à des fins d'optimisation du résultat par action	0	0 €

Aucune réallocation à d'autres finalités que celles prévues dans le programme de rachat n'a été réalisée.

Les achats, cessions ou transferts effectués dans le cadre du précédent programme de rachat ont été réalisés de gré à gré.

Aucune action de la Société acquise dans le cadre du programme de rachat mis en place par la Société n'a été annulée au cours de l'exercice 2010.

En remplacement de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 23 juin 2010, il est proposé un nouveau programme de rachat d'action.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce, de l'article L.451-3 du code monétaire et financier, des articles 241-1 à 241-6 du règlement général de l'AMF et du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, il sera proposé à l'Assemblée Générale d'acquiescer un nombre maximum de 241.194 actions représentant 10 % du capital social. Ce nombre sera ajusté à 10 % du nombre d'actions résultant de toute augmentation ou réduction de capital ultérieure.

Ces achats pourront être réalisés :

- soit pour l'achat, la vente, la conversion, la cession, le transfert, le prêt ou la mise à disposition des actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, notamment en vue de l'animation du marché des actions ou de la réalisation d'opérations à contre tendance du marché,
- soit pour la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou plan d'épargne groupe,
- soit pour la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du code de commerce,
- soit pour l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce,
- soit pour la remise d'actions dans le cadre d'échanges en cas d'opération de croissance externe,
- soit de les annuler à des fins d'optimisation du résultat par action.

Le prix maximum par action sera fixé à 15 euros (le montant total des acquisitions ne pourra donc pas dépasser 3.617.910 euros, sauf ajustement résultant d'une augmentation ou d'une réduction de capital ultérieure).

Les achats, cessions ou transferts de ces actions pourront être effectués à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, et en conformité des règles déterminées par le Règlement de l'Autorité des Marchés Financiers concernant les conditions et périodes d'intervention sur le marché, et par tous moyens y compris par négociation de blocs ou par utilisation de produits dérivés admis aux négociations sur un marché réglementé ou de gré à gré.

La présente autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de l'Assemblée.

Il sera en outre proposé à l'Assemblée Générale d'autoriser le Conseil à annuler les actions acquises dans le cadre de nouveau programme de rachat.

II.1.3 L'actionnariat salarié

Stock-options

Aucune attribution de stock-options n'a été décidée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

A la clôture de cet exercice, il existait 22.606 options de souscription d'actions donnant droit de souscrire chacune, au plus tard au 4 janvier 2011, à une action de la Société, au prix d'exercice unitaire de 25.00 €, à compter du 4 janvier 2010.

Ces options sont devenues caduques au 4 janvier 2011 à défaut d'exercice par leurs bénéficiaires.

Actions gratuites

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été décidée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

A la clôture de l'exercice, il existait 47.387 actions gratuites attribuées au cours des exercices antérieurs.

Compte tenu du départ de la Société ou du groupe de certains bénéficiaires, 30.667 actions gratuites attribuées lors du conseil d'administrations du 28 juillet 2009 seront définitivement acquises le 29 juillet 2011, sous réserve de la présence des salariés bénéficiaires au sein de l'une des entités du Groupe à cette même date. Ces actions devront être conservées durant une période de 2 ans à compter de leur acquisition définitive.

Il est en outre précisé que l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale de la Société du 23 juin 2010 et visant à attribuer des actions gratuites aux salariés de la Société ou de l'une des sociétés qu'elle contrôle et ce, dans la limite d'un plafond de 5% du capital, est toujours en vigueur et expirera au 23 août 2013.

Bons de Souscription d'Actions

Aucune attribution de bons de souscription d'actions de la Société n'a été décidée au cours de l'exercice 2010 (à l'exception des BSPCE mentionnés ci-dessous).

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise

Dans le cadre de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 23 juin 2010, le Conseil d'Administration du 20 juillet 2010 a attribué à un salarié non mandataire de la

Société 50.000 BSPCE sous condition de l'atteinte d'objectifs au titre des exercices 2011 et 2012. Le cas échéant, ces BSPCE seront exerçables à compter du 27 août 2013.

II.1.4 Aliénations d'actions et participations croisées

La Société n'a rencontré aucune situation de participations croisées illicites au cours de l'exercice 2010.

II.1.5 Autocontrôle

La Société n'a rencontré aucune situation d'autocontrôle au cours de l'exercice 2010.

II.2. LES MANDATAIRES SOCIAUX

II.2.1 La liste des mandataires sociaux

La liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au 31 décembre 2010 est la suivante :

- **Président – Directeur Général : Danyel BLAIN**
Autres mandats sociaux :
 - Représentant d'Avenir Finance à la Présidence d'Avenir Finance Immobilier
 - Représentant d'Avenir Finance à la Présidence d'Avenir Finance Corporate
 - Administrateur d'Avenir Finance Investment Managers
 - Directeur Général Délégué et Administrateur de Sicavonline
 - Gérant de la SCI Les Balmes
 - Gérant de la SCI La Baule Cérés

- **Administrateur : Joëlle BLAIN**
Autres mandats sociaux :
 - Directeur Général d'Avenir Finance Immobilier (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Directeur Général Délégué de Sicavonline (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Directeur Général d'Avenir Finance Gestion Privée (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Directeur Général Délégué d'Avenir Finance (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Gérant de la SARL AFI Immo (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Gérant de la SCCV Rue Sainte-Rue Rigord (démissionnaire au 31 décembre 2010)
 - Directeur Général de Régie Pierres (démissionnaire au 31 décembre 2010)

- Directeur Général Délégué et Administrateur : Cyril LUREAU
Autres mandats sociaux :
 - Président du Conseil d'Administration d'Avenir Finance Investment Managers
 - Président Directeur Général de Sicavonline
 - Président d'Avenir Finance Gestion Privée
 - Président de Régie Pierres

- Administrateur : Gilbert HABERMANN
Autre mandat social :
 - Administrateur d'I.C.G.

- Administrateur : Frédéric BOUTE
Autres mandats sociaux :
 - Administrateur de Thaly
 - Administrateur de F. Iniciativas

- Administrateur : AGEAS France représentée par Alain Régnault, Directeur Général Délégué
Autre mandat social d'AGEAS FRANCE : aucun
Autres mandats sociaux d'Alain REGNAULT :
 - Membre du Directoire d'Amev Clamart
 - Administrateur de Sicavonline
 - Administrateur de Mutalliance

II.2.2 L'état des rémunérations

Les rémunérations ou avantages en nature versés aux mandataires sociaux de la société durant l'exercice 2010 de la part de la société, des sociétés contrôlées par la société ou de la part de sociétés qui la contrôlent sont présentés en euros dans le tableau suivant :

	Salaire	Indemnités de mandats	Rémunération exceptionnelle	Jetons de présence	Total
Danyel BLAIN		151.862	32.813	3.000	187.675
Joëlle BLAIN		108.066	54.033	3.000	165.100
Cyril LUREAU	121.470	9.147		3.000	133.617
Gilbert HABERMANN				3.000	3.000
Frédéric BOUTE				3.000	3.000
AGEAS FRANCE				Néant	Néant

Sur l'exercice, les mandataires n'ont reçu ni stock options ni actions gratuites.

Précisons également qu'aucun dirigeant ne bénéficie d'une « retraite chapeau » ou d'une indemnité contractuelle en cas de révocation ou de licenciement.

II.3 – LE CONTROLE DES COMPTES

Nous vous rappelons que les comptes de la société et les comptes consolidés du Groupe sont audités et certifiés par les cabinets MAZARS et Andrée NEOLIER.

II.4. L'EVOLUTION DU COURS DE BOURSE

Entre le 1er janvier 2006 et le 15 mars 2011, l'évolution du cours de bourse est la suivante :



Source : Boursorama

II.5. LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes énumère les conventions entrant dans le champ d'application des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé et celles qui, conclues antérieurement, ont poursuivi leurs effets au cours de l'exercice.

III. ANALYSE DES RISQUES

III.1 LES RISQUES DE MARCHE

L'activité du Groupe est soumise aux variations des taux du marché.

- Risque de marché : ce risque se décompose en risque de change, risque de juste valeur des instruments financiers à taux fixe, risque de valeur des instruments cotés. Cependant, le portefeuille du groupe est composé essentiellement de placements sur OPCVM à prépondérance monétaire. Dans le cadre de cette gestion, le groupe n'utilise à ce jour, aucun instrument de couverture contre les risques financiers, la structuration du Groupe autour de ses différentes activités étant complémentaire.

En outre, il est précisé qu'aucun instrument financier à terme n'est utilisé pour la gestion des placements.

- Risque de crédit : il correspond au risque de défaut d'un émetteur ou contrepartie c'est-à-dire le risque pour un créancier de perdre définitivement sa créance dans la mesure où le débiteur ne peut pas, même en liquidant l'ensemble de ses avoirs, rembourser la totalité de ses engagements.

- Risque de liquidité : c'est le risque de ne pas pouvoir vendre un instrument financier à une valeur proche de sa juste valeur. Il peut se traduire soit par une impossibilité effective de le vendre (absence de marché, de contrepartie acheteuse), soit par une décote dite de liquidité.

- Risque de cash flow lié aux taux d'intérêts : pour les instruments financiers à taux variables, les fluctuations des taux impliquent des variations sur les cash-flows futurs de la société.

Pour ces trois dernières natures de risques, aucun facteur significatif n'a été identifié.

III.2 LES RISQUES PAYS

Le groupe n'est pas soumis au risque pays de manière significative.

III.3 LES RISQUES JURIDIQUES

A notre connaissance, il n'existe aucun litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le patrimoine, l'activité et le résultat du Groupe.

Au 31 décembre 2010, la situation des provisions pour risques et charges était la suivante :

En milliers d'euros	Valeur au 31/12/2009	Dotations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Variation de périmètre	Valeur au 31/12/2010
Provision pour impôts						
Provision pour retraites	94	2	28			67
Autres provision pour risques	28	6	28			6
Autres provision pour charges						
TOTAL	122	8	57			73

La société Avenir Finance a fait l'objet d'assignations et de réclamations contentieuses. Sur le fonds, la société estime, après examen de ses conseils, que ces demandes sont infondées.

III.4 LES INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

III.4.1 Les informations sociales

Les effectifs

Les effectifs étaient les suivants :

Entité	2010	2009
Avenir Finance	13,83	13,5
Avenir Finance Corporate	0	4
Avenir Finance Gestion	Hors groupe	4
Avenir Finance – IM	22,5	20,5
Avenir Finance Immobilier	3	2
Sicavonline	17,83 (+ 1 CDD)	9,5
Avenir Finance Gestion Privée	51,83	47 (+ 1 CDD)
Total	109	101,5

Les effectifs ont connu une augmentation d'un peu plus de 7% sur l'exercice.

L'organisation du temps de travail

Au sein du Groupe, le temps de travail est fixé à 35 heures.

Les rémunérations

La politique de rémunération est basée sur des évaluations individuelles annuelles, afin de prendre en compte les spécificités de chaque fonction et de chaque salarié.

Le Plan d'Epargne Groupe

Sur l'exercice 2010, le montant maximum de l'abondement a été de 1.800 €.

Les relations professionnelles

Il n'existe pas d'accord particulier hormis l'accord des 35 heures signé sur Avenir Finance.

Les conditions d'hygiène et de sécurité

Les conditions d'hygiène et de sécurité répondent à la réglementation en vigueur.

La formation

Il existe un service de formation interne qui a pour objectif de répondre aux besoins du Groupe et aux demandes exprimées par les salariés, notamment à l'occasion de l'entretien annuel.

Pour l'ensemble des collaborateurs, des programmes de formations individuelles ou collectives sont proposés et peuvent être complétés par des formations spécifiques dédiées.

Les Conseillers en Gestion Privée suivent, à leur entrée, un cycle de formation étalé sur six mois dont l'objectif est la maîtrise technique et commerciale de chacun des produits proposés par le Groupe. En complément, une formation hebdomadaire est dispensée par les Managers sur des sujets technico-commerciaux préparés par le service formation. Enfin, le Responsable Produits assure une formation bimestrielle sur des produits donnés.

En ce qui concerne les Managers, ils reçoivent une formation étalée sur trois mois, qui recouvre les techniques de management ainsi que les outils technico-commerciaux : approche globale du patrimoine et des produits proposés par le Groupe.

Il est à noter également que les formations sont également dispensées aux différents partenaires commerciaux du Groupe, au fil des accords conclus.

Les besoins spécifiques sont traités au cas par cas, par l'intermédiaire d'organismes extérieurs.

L'emploi et l'insertion

Il n'existe pas aujourd'hui de travailleur handicapé inscrit à l'effectif.

Les œuvres sociales

Sur l'exercice 2010, le Groupe a apporté son soutien à La Fondation Bleustein Blanchet à hauteur de 7.700 €. Ajoutons également que 8.104,98 € ont été attribués à la fondation Avenir Finance placée sous l'égide de l'Institut de France.

III.4.2 Les informations environnementales

La consommation de ressources

Par définition, les métiers tertiaires exercés par le Groupe sont faiblement consommateurs de ressources en eau, matières premières et énergies.

Les atteintes à l'équilibre biologique

De la même façon, les activités du Groupe ne portent pas atteinte à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées.

Le développement durable

Le développement durable constitue un élément essentiel de la stratégie d'Avenir Finance et correspond aux valeurs qu'elle défend tant dans ses actions caritatives qu'auprès de ses collaborateurs.

Dès 2004, la direction avait décidé au travers du lancement d'un nouveau produit assurance-vie, « WintoWin solidaire », d'inscrire Avenir Finance dans le champ des produits financiers de solidarité.

En 2005, cette initiative s'est traduite par la création d'une Fondation, placée sous l'égide de l'Institut de France, dénommée « Fondation Avenir Finance » dont l'objectif est d'associer des clients, des actionnaires et des collaborateurs du Groupe à une démarche en faveur du respect de la vie et de l'environnement de la planète.

Plus précisément, la Fondation a pour objet de favoriser ou de permettre toute recherche ou toute action liée à l'eau, symbole de la vie : préservation des réserves d'eau, leur utilisation durable, la dépollution des sources, la construction de puits...

Dans son fonctionnement courant, le Conseil d'Administration de la Fondation se compose de 6 membres, dont 3 appartiennent à l'Institut de France. Il se réunit 2 fois par an pour examiner les nouveaux projets et suivre les initiatives soutenues.

Une équipe de travail, composée de 6 collaborateurs d'Avenir Finance prépare les réunions du Conseil d'Administration, assure la liaison avec les associations ainsi que la gestion quotidienne de la Fondation.

La Fondation s'est engagée auprès des investisseurs et donateurs à effectuer un suivi régulier des projets financés et à communiquer son bilan financier annuel.

Sur le terrain, la Fondation a choisi de soutenir en 2010 trois projets :

- Association Projets + Actions – Madagascar dont l'objectif est de permettre l'accès à l'eau potable aux populations d'une commune rurale grâce à la construction de 6 puits avec margelles et pompes ;
- 1001 fontaines pour demain – Cambodge vise à compléter le nombre de sites nécessaires à la pérennité de l'ensemble, en mettant en évidence l'impact de cette action sur les conditions de vie des populations et en finalisant une approche déployable à grande échelle dans plusieurs provinces du Cambodge.
- Association Le Partenariat- Sénégal met en œuvre un programme d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles de la région de Saint Louis.

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre conseil quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le Conseil d'Administration

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Conformément à la loi, le tableau ci-après résume les délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 et fait apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice 2010.

Date de l'autorisation	Objet de l'autorisation	Mise en œuvre par le CA en 2010
1/ AGE du 23 décembre 2009	a) Autorisation d'émission de 150.000 BSPCE au profit des salariés et mandataires d'Avenir Finance conférant à leurs titulaires le droit de souscrire à 1 action pour 1 bon (durée 18 mois – expiration 23 juin 2011) Délégation remplacée par celle consentie par l'AGE du 23 juin 2010	NEANT
	b) Autorisation d'émission d'actions gratuites au profit des salariés d'Avenir Finance et des sociétés qui lui sont liées, dans la limite d'un plafond global de 1,25% du capital (durée 38 mois – expiration 23 février 2013) Délégation remplacée par celle consentie par l'AGE du 23 juin 2010	NEANT
2/ AGE du 23 juin 2010	Autorisation d'émission de 150.000 BSPCE au profit des salariés et mandataires sociaux d'Avenir Finance conférant à leurs titulaires le droit de souscrire à 1 action pour 1 bon (Expiration 27 août 2010)	CA du 21 juillet 2010 : attribution de 50.000 BSPCE (prix de souscription : 0,10 € et prix d'exercice : 7,99 €)
	a) Autorisation d'émission d'actions gratuites au profit des salariés d'Avenir Finance et des sociétés qui lui sont liées, dans la limite d'un plafond global de 5% du capital (durée 38 mois – expiration 23 août 2013)	NEANT

annexes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

ANDRÉE NÉOLIER & ASSOCIÉS

MAZARS

ANDRÉE NÉOLIER & ASSOCIÉS

SIEGE SOCIAL : 75 RUE DE LA VILLETTE 69003 LYON
TEL : +33 (0) 4 72 13 35 05

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 131 BOULEVARD STALINGRAD 69100 VILLEURBANNE
TEL : +33 (0) 4 26 84 52 52

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Avenir Finance SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 « référentiel comptable » des notes annexes aux comptes consolidés qui font référence aux nouvelles normes d'application obligatoire ou anticipée.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- **Tests de dépréciation des actifs incorporels**

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans la note « 2.7 – Ecart d'acquisition » aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et avons vérifié que la note « 2.7 – Ecart d'acquisition » donne une information appropriée.

- **Valorisation des stocks d'immeubles**

Une partie importante de l'actif de votre société est constituée d'un stock d'immeubles qui a été évalué conformément à la méthode indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons revu l'approche retenue et les calculs effectués par la société et nous avons apprécié les évaluations qui en résultent. Nous avons notamment revu la correcte application de l'amendement de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt », tel que précisé dans la note « 2.12 – Stocks et encours ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Villeurbanne et Tassin La Demi Lune, le 28 avril 2011

Les commissaires aux comptes

MAZARS

Max Dumoulin

**ANDREE NEOLIER &
ASSOCIES**

Patrick Blanchard



Avenir Finance SA
Société cotée à Euronext Paris (ISIN
FR0004152874)
51, rue de Saint-Cyr
69009 Lyon

Tél : 04 27 70 54 00 - Fax : 04 27 70 54 01
<http://www.avenirfinance.fr>
Contact : info@avenirfinance.fr

**COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE
31 DECEMBRE 2010**

ACTIF CONSOLIDE

En milliers d'euros	Note	déc.-10	déc.-09
Ecart d'acquisition	5.1	8 275	8 236
<i>Dont UGT Gestion Privée</i>		3 761	3 761
<i>Dont UGT Gestion d'actif</i>		4 514	4 475
Autres Immobilisations incorporelles	5.2	16	6
Immobilisations corporelles	5.2	481	473
Autres actifs financiers, y compris dérivés	5.3	481	840
Participations dans les entreprises mises en équivalence		173	-
Actifs d'impôts différés	5.4	3 855	3 636
ACTIF NON COURANT		13 282	13 191
Stock & encours	5.5	4 943	7 710
Créances clients	5.6	12 406	8 591
Créances d'impôt courant		379	280
Comptes de notaires	5.7	1 494	1 403
Autres créances courantes	5.8	3 078	2 912
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5.9	6 075	6 139
Actifs classés comme détenus en vue de la vente			990
ACTIF COURANT		28 377	28 025
TOTAL DE L'ACTIF		41 658	41 216

PASSIF CONSOLIDE

En milliers d'euros	Note	déc.-10	déc.-09
Capital		1 447	1 447
Primes d'émission		14 120	16 898
Réserves consolidées		4 635	-528
Résultats non distribués		182	2 086
CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)	5.10	20 383	19 903
Intérêts minoritaires		1 941	1 936
Provisions pour risques et charges	5.12	6	28
Avantages du personnel		67	93
Emprunts et dettes financières	5.13	114	389
PASSIF NON COURANT		188	510
Emprunts et dettes financières	5.13	6 768	10 075
<i>dont endettement sur immobilier</i>		<i>1 513</i>	<i>4 466</i>
Dettes fournisseurs	5.14	5 501	3 690
Dettes fiscales et sociales	5.14	4 079	3 645
Autres dettes	5.14	2 798	1 071
Passifs classés comme détenus en vue de la vente			386
PASSIF COURANT		19 146	18 867
TOTAL DU PASSIF		41 658	41 216

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

En milliers d'euros	Note	déc.-10	% Marge	déc.-09	% Marge
Ventes de marchandises		9 712		10 712	
Ventes de produits		17 158		17 007	
CHIFFRE D'AFFAIRES	6.1	26 870		27 719	
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>				1 978	
Charges Opérationnelles	6.2	12 197		13 452	
MARGE BRUTE		14 673	100,0%	14 267	100,0%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>				1 486	
Taux		55%		51%	
Frais de personnel	6.3	-10 212	-69,7%	-9 223	-64,6%
Charges externes	6.4	-3 224	-22,0%	-3 874	-27,2%
Impôts et taxes	6.5	-1 243	-8,5%	-969	-6,8%
Dotations nettes aux amortissements	6.6	-165	-1,1%	-170	-1,2%
Dotations aux provisions nettes de reprises	6.7	-178	-1,5%	212	1,5%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-350	-2,4%	243	1,7%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>				221	
Pertes de valeur sur actifs				-	
Cession d'actifs financiers	6.11	583		2 263	
Autres produits et charges opérationnels	6.8	-275		71	
RESULTAT OPERATIONNEL		-42	-0,6%	2 577	18,1%
Coût de l'endettement financier brut		-244		-594	
Produits financiers des placements de trésorerie		7		47	
Coût de l'endettement financier net	6.9	-237	-1,6%	-547	-3,8%
Autres produits et charges financières		25		16	
Impôts sur les résultats	6.10	544		40	
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		289	2,0%	2 086	14,6%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées				-	
RESULTAT NET		289	2,0%	2 086	14,6%
<i>Dont Avenir Finance Gestion</i>				152	
Dont :					
-Part du groupe		182		2 086	
-Part des minoritaires		107		-	
Résultat net par action - part du groupe (euros)		0,06		0,86	
Résultat net dilué par action - part du groupe (euros)		0,06		0,85	
Nombre d'actions retenu (en milliers)					
pour le résultat net par action		2 411		2 412	
pour le résultat net dilué par action		2 444		2 454	

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En milliers d'euros	déc.-10	déc.-09
Résultat global consolidé	289	2 086
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Ecart de conversion	-	-
Total des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Résultat global	2893	2 086
Dont part revenant au groupe	182	2086
Dont part revenant aux minoritaires	107	-

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes	Autres réserves et résultat	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Situation au 1er Janvier 2009	1 431	17 728	-1 393	17 766		17 766
Résultat consolidé de l'exercice			2 086	2 086		2 086
Coûts des paiements en actions			39	39		39
Variation contrat de liquidité et actions propres						
Attribution d'actions gratuites	16	-16				
Diminution de pourcentage d'intérêt			12	12	1 936	1 948
Total des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16	-16	2 137	2 137	1 936	4 073
Augmentation de capital						
Distribution effectuée		-814	814			
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2009	1 447	16 898	1 558	19 903	1 936	21 839
Résultat consolidé de l'exercice			182	182	107	289
Coûts des paiements en actions		298		298		298
Variation contrat de liquidité et actions propres						
Attribution d'actions gratuites						
Diminution de pourcentage d'intérêt						
Total des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 447	17 196	1 740	20 383	2 044	22 427
Augmentation de capital						
Distribution effectuée		-3 077	3 077		-103	-103
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2010	1 447	14 119	4 817	20 383	1 941	22 324

Flux de Trésorerie consolidés liés à l'activité

En milliers d'euros	Note	déc.-10	déc.-09
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat de la période		289	2 086
Amortissements des immobilisations		165	170
Dotations / Reprise provisions		-48	16
Résultat de cession d'immobilisations		-586	-2 262
Charge d'impôt		-544	-40
Charges financières nettes		237	547
Coût des paiements fondés sur des actions		280	39
		-206	556
Variation de stock		2 767	7 761
Variation des créances d'exploitation (1)		-3 966	162
Variation des dettes d'exploitation (1)		3 488	1 005
Autres variations		9	-1
Variation du BFR lié à l'activité		2 297	8 927
Trésorerie générée par les activités opérationnelles		2 091	9 483
Intérêts payés		-237	-547
Impôt sur le résultat payé		326	237
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles		2 179	9 173
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-183	-11
Acquisitions d'immobilisations financières		-3	-449
Trésorerie nette sur acquisition & cession filiales		-19	
Produits de cession d'immobilisations		1 636	3 211
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement		1 431	2 751
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la Société mère			
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-103	
Augmentation de capital			2 202
Produits de vente et rachat d'actions propres		19	
Souscription d'emprunts		224	
Remboursement d'emprunts		-3 581	-9 273
Intérêts payés			
Trésorerie nette utilisée par les activités de financement		-3 441	-7 071
Variation de trésorerie			
		169	4 853
Trésorerie d'ouverture	5.9	979	-3 874
Trésorerie de clôture	5.9	1 148	979

(1) Au 31 décembre 2010, les variations au bilan sont à corriger de l'entrée de la société Aupera pour -5 229 K€ pour la ligne créances d'exploitation et de 3 293 K€ pour la ligne dettes d'exploitation.

SOMMAIRE

1.	Bases de préparation	13
1.1.	Déclaration de conformité	13
1.2.	Base d'évaluation	13
1.3.	Monnaie fonctionnelle et de présentation	13
1.4.	Référentiel comptable	13
1.5.	Homogénéisation	14
2.	Principes et méthodes comptables	15
2.1.	Présentation des états financiers	15
2.2.	Recours à des estimations et aux jugements	15
2.3.	Périmètre de consolidation	16
2.4.	Identification des entreprises consolidées	16
2.5.	Variation de périmètre	17
2.6.	Méthode de conversion	18
2.7.	Ecart d'acquisition	18
2.8.	Immobilisations incorporelles	19
2.9.	Immobilisations corporelles	19
2.10.	Actifs loués.	20
2.11.	Autres actifs financiers	20
2.12.	Stocks	20
2.13.	Créances clients	21
2.14.	Comptes de Notaires	21
2.15.	Autres créances courantes	21
2.16.	Trésorerie et équivalents	21
2.17.	Actifs non courants détenus en vue de la vente	22
2.18.	Capitaux propres (actions propres)	22
2.19.	Provisions pour risques et charges	22
2.20.	Avantages au personnel	22
2.21.	Emprunts et dettes financières	23
2.22.	Instruments financiers	23
2.23.	Chiffre d'affaires	23

2.24.	Marge brute opérationnelle _____	24
2.25.	Coût de l'endettement financier net _____	24
2.26.	Impôt sur le résultat _____	24
2.27.	Résultat par actions _____	25
3.	Informations sectorielles _____	26
3.1.	Compte de résultat par secteur d'activité _____	27
3.2.	Bilan consolidé par secteur d'activité _____	28
4.	Gestion du risque financier _____	29
4.1.	Introduction _____	29
4.2.	Le cadre de la gestion du risque _____	29
5.	Note sur le Bilan _____	30
5.1.	Ecart d'acquisition _____	30
5.2.	Détail des immobilisations _____	30
5.3.	Autres actifs financiers, y compris dérivés _____	31
5.4.	Impôts différés Actifs _____	32
5.5.	Détail du stock et encours _____	32
5.6.	Créances clients _____	32
5.7.	Comptes de Notaire _____	33
5.8.	Autres créances courantes _____	33
5.9.	Trésorerie et équivalents de trésorerie _____	33
5.10.	Capitaux propres du groupe _____	34
5.11.	Options de souscription ou d'achats d'actions _____	34
5.12.	Provisions pour risques et charges _____	36
5.13.	Emprunts et dettes financières _____	36
5.14.	Autres passifs courants _____	37
6.	Notes sur le compte de résultat _____	38
6.1.	Chiffre d'affaires _____	38
6.2.	Charges opérationnelles _____	38
6.3.	Frais de personnel et effectifs _____	39
6.4.	Détail des charges d'exploitation _____	39
6.5.	Impôts et taxes _____	40
6.6.	Dotations aux amortissements _____	40

6.7.	Dotations aux provisions nettes de reprises _____	40
6.8.	Autres produits et charges opérationnels _____	41
6.9.	Coût de l'endettement financier nette _____	39
6.10.	Impôts sur les résultats _____	41
6.11.	Cession d'actifs financiers _____	42
7.	Engagements hors bilan (en K€) _____	43
8.	Informations relatives aux parties liées _____	43
9.	Evénements postérieurs à clôture _____	44

1. Bases de préparation

1.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 07 avril 2011 et seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

1.2. Base d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs évalués à la juste valeur conformément aux IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1.3. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

1.4. Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe Avenir Finance de l'exercice 2010 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2010 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Avenir Finance a appliqué dans ses états financiers IFRS toutes les normes et interprétations IFRS / IFRIC publiées au journal officiel de l'Union Européenne au 31 décembre 2010 et dont l'application est obligatoire depuis le 1er janvier 2010.

Il n'a pas été fait application de normes ou interprétations établies par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2010.

L'adoption par l'Union européenne des normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire au 1er janvier 2010, est sans impact sur les états financiers consolidés du Groupe :

- IFRS 2 : amendements – « Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »,
- IFRS 3 révisée – « Regroupements d'Entreprises »,
- IAS 27 révisée – « Etats financiers consolidés et individuels »,
- IAS 39 amendements – « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation »,
- IFRIC 12 : « Accords de concessions de services »,
- IFRIC 15 : « Accords pour la construction d'un bien immobilier »,
- IFRIC 16 : « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »,
- IFRIC 17 : « Distribution en nature aux actionnaires ».

Avenir Finance a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Avenir Finance n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses comptes.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les normes, interprétations et amendements, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, aient une incidence significative sur les états financiers des prochains exercices.

1.5. Homogénéisation

Les états financiers de l'ensemble des filiales incluses dans le périmètre des comptes consolidés ont été homogénéisés selon les principes et règles comptables du Groupe en conformité avec les IFRS. La société est consolidée sur la base de son bilan arrêté au 31 décembre 2010.

2. Principes et méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de façon constante sur toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés et ont été appliquées systématiquement par toutes les entités du Groupe, sauf dans les cas indiqués dans la note 2.6 relative aux changements de méthodes comptables.

2.1. Présentation des états financiers

Le Groupe applique IAS 1 révisée (2007) Présentation des états financiers entrée en vigueur le 1er janvier 2009. En conséquence, le Groupe présente toutes les variations de capitaux propres relatives aux propriétaires de la Société uniquement dans l'état de variation des capitaux propres tandis que les variations de capitaux propres qui ne concernent pas les propriétaires sont également présentées dans l'état du résultat global.

Les informations comparatives ont été retraitées pour être mises en conformité avec la norme révisée. Ce changement de méthode comptable qui n'affecte que la présentation³ n'a aucun impact sur le résultat par action.

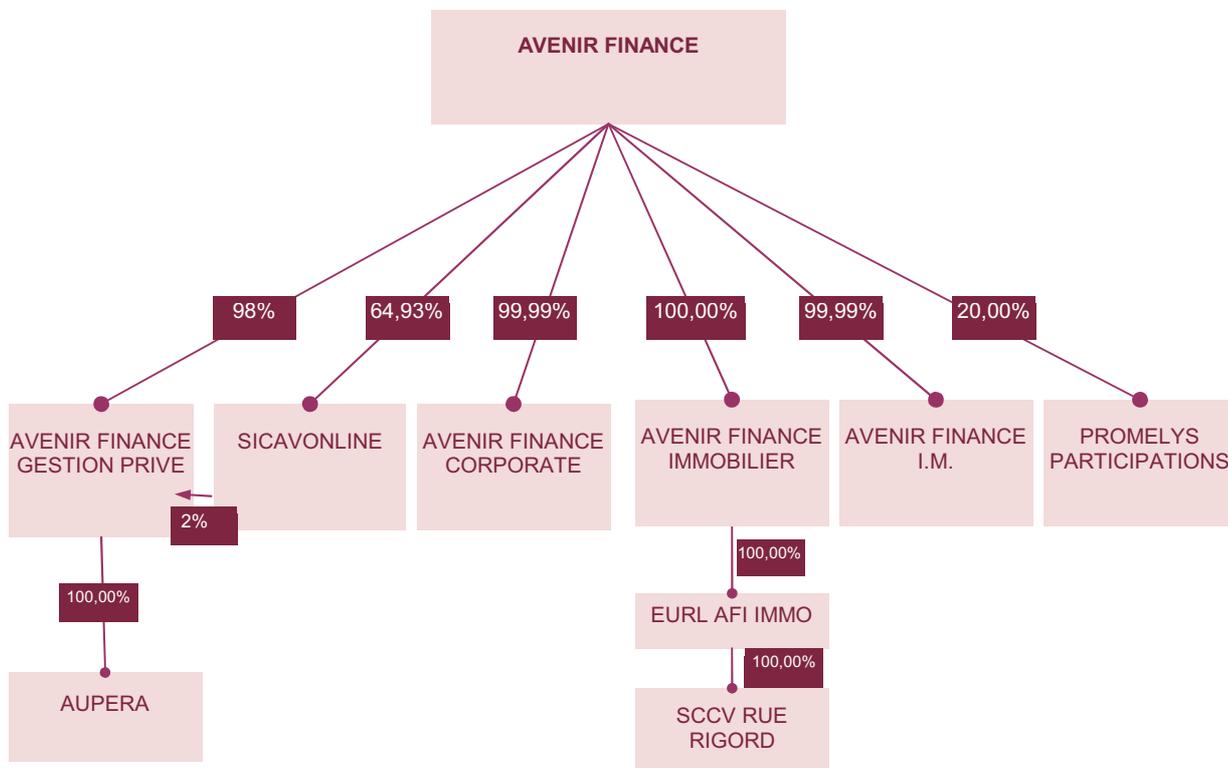
2.2. Recours à des estimations et aux jugements

L'établissement des Etats Financiers conformément au cadre conceptuel des normes de l'IASB nécessite de recourir à des estimations et de formuler des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques et les données prévisionnelles.

Ces hypothèses concernent principalement l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs (notes 2.7, 2.9, 2.11 et 2.12), l'évaluation des indemnités de fin de carrières (note 2.20) et les provisions pour risques et charges (note 2.19), les options de souscription ou d'achats d'actions (5.11).

2.3. Périmètre de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice ou procèdent à un arrêté au 31 décembre.



2.4. Identification des entreprises consolidées

Conformément à l'IAS 27 révisée, le pourcentage de contrôle traduit le lien de dépendance entre la société consolidant (AVENIR FINANCE) et chaque société dont elle détient directement ou indirectement, des titres. Le contrôle peut également exister en vertu de clauses contractuelles ou résulter de faits. Il définit un pourcentage de contrôle de droits, contractuels ou de faits et donne un pouvoir de décision.

Le pourcentage de contrôle de la société AVENIR FINANCE dans toutes les sociétés appartenant au périmètre de consolidation, est supérieur à 50 % et représente un contrôle exclusif à l'exception de la filiale PROMELYS PARTICIPATIONS (anciennement Avenir finance Gestion).

La méthode de consolidation utilisée est donc la méthode de l'intégration globale, à l'exception de PROMELYS PARTICIPATIONS consolidée par mise en équivalence.

En complément, nous précisons que Sicavonline détient 2,08 % d'Avenir Finance Gestion Privée.

Société	Siège	N° de Siret	Détention Directe %	Contrôle du Groupe %	Méthode de Conso	Intérêts du Groupe %
PROMELYS PARTICIPATIONS	LYON	433 515 616 00020	20,00%	20,00%	MJ	20,00%
AVENIR FINANCE IMMOBILIER	LYON	412 576 589 00037	100,00%	100,00%	IG.	100,00%
AVENIR FINANCE CORPORATE	PARIS	421 689 159 00034	99,99%	100,00%	IG.	99,99%
SICAVONLINE	PARIS	423 973 494 00044	64,93%	100,00%	IG.	64,93%
AVENIR FINANCE GESTION PRIVEE	PARIS	431 974 963 00032	98,00%	100,00%	IG.	98,00%
AVENIR FINANCE I.M.	PARIS	414 596 791 00080	99,99%	100,00%	IG.	99,99%
EURL AFI IMMO	LYON	484 566 922 00023	0,00%	100,00%	IG.	100,00%
SCCV RUE RIGORD	LYON	485 191 290 00025	0,00%	100,00%	IG.	100,00%
AUPERA	LYON	440 068 617 00016	0,00%	100,00%	IG.	100,00%

2.5. Variation de périmètre

a - Evénements 2010

Le 02 mars 2010, le groupe a cédé 80% d'Avenir Finance Gestion, sa filiale dédiée au non coté, à la branche de private equity du Groupe Pelican pour un montant de 1,2 M€. La plus value de cession dégagée est de 867 K€. Cette cession ne donnera pas lieu à l'élaboration de compte proforma car elle représente une part non significative dans les comptes groupe. Avenir Finance Gestion a été renommé PROMELYS PARTICIPATIONS

Le 01 mai 2010, le groupe a acquis 100% de la société Aupera dont l'activité principale est « contractant général non exécutant ».

b - Evénements 2009

Fortis Assurances et Avenir Finance ont signé le 15 décembre 2009 un contrat d'investissement et de partenariat portant sur la distribution et la promotion de produits d'assurance sur la vie et de produits d'épargne patrimoniale.

Dans le cadre du Contrat de Partenariat, Fortis Assurances et Avenir Finance sont convenues que Fortis Assurances prenne une participation dans le capital de Sicavonline à concurrence de 35,07 % du capital social de la Société, d'une part, par l'acquisition par Fortis Assurances auprès d'Avenir Finance de 24,24% du capital social, et d'autre part, par la souscription par Fortis Assurances à une augmentation de capital réservée.

Fortis Assurances pourra porter sa participation à hauteur de 49% du capital social de Sicavonline dans le cadre d'une promesse de vente d'une durée de 24 mois.

c - Historique

Le 30 Octobre 2000, la SA Avenir Finance crée Avenir Finance Gestion : gestion de fonds communs de placement et de portefeuille (agrément COB du 14 Novembre 2000). Son premier exercice s'est clôturé le 31 Décembre 2001.

Le 22 Novembre 2000, la SA Avenir Finance reçoit, dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature, 99,99 % des titres de la société Avenir Finance Immobilier, créée en 1997, qui appartenaient auparavant en propre aux principaux actionnaires d'Avenir Finance.

Le 18 Décembre 2001, la SA Avenir Finance crée Avenir Finance Investissement : gestion de portefeuille pour le compte de tiers et d'organismes de placement collectif (Agrément COB du 21 Janvier 2002). Son premier exercice se clôture le 31 Décembre 2002.

Le 27 décembre 2002, la SA Avenir Finance reçoit, après avoir souscrit à 2 augmentations de capital en numéraire à hauteur de 1 724 600 €, 89.3% des titres de la société Sicavonline dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature. Sicavonline détient une filiale (Sicavonline Vie) pour les activités assurance et immobilière.

Le 5 août 2002, la SA Avenir Finance se porte acquéreur de 89.96% de la société FF&T EQUITY par achat d'actions. Par la suite, cette société est renommée Avenir Finance Corporate. Entre 2003 et 2005, la SA Avenir Finance rachète 10,03% du capital de la SA Avenir Finance Corporate.

Le 26 mai 2004, la SA Avenir Finance souscrit à une augmentation de capital dans sa filiale Sicavonline Vie et porte son pourcentage de détention direct à 88.79%. Le 30 novembre 2004, avec effet rétroactif au 1er Janvier 2004, la Société Avenir Finance apporte à ses filiales Sicavonline et Sicavonline Vie les activités bourse, assurance et immobilier. L'apport a été valorisé sur la base des valeurs nettes comptables et rémunéré par l'attribution d'actions nouvelles. La SA Avenir Finance porte son pourcentage de détention direct dans la SA Sicavonline Vie à 98.93%. Cette opération est sans incidence sur les comptes consolidés du groupe. En Mars 2008, cette société est renommée Avenir Finance Gestion Privée.

Le 2 décembre 2004, la SA Avenir Finance a procédé à l'acquisition de 100% des titres de la SA PLG Capital (Société spécialisée dans la gestion de portefeuilles). Le 30 décembre 2004, cette société est renommée Avenir Finance I.M. et procède à l'acquisition de 50% de la SA Finalog pour porter son pourcentage de détention à hauteur de 100% dans cette filiale. Cette dernière a ensuite fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine en date du 30 décembre 2004.

Le 26 avril 2005, la société Avenir Finance I.M. fait l'acquisition de la SA Financière Vendôme. Cette dernière a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine le 30 juillet 2005. Le 30 juin 2005, la SA Avenir Finance I.M a absorbé la SA Avenir Finance Investissement. Cette opération a été sans incidence sur les comptes consolidés du groupe.

Le 13 juillet 2005, la SAS Avenir Finance Immobilier crée une filiale pour gérer les opérations de construction-vente : l'EURL AFI IMMO et la SCCV rue Sainte rue Rigord.

2.6. Méthode de conversion

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des cours en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7. Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 «Regroupements d'entreprise».

Un test de dépréciation est effectué au minimum une fois lors de la clôture des comptes annuels et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe Avenir Finance.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs peuvent être affectés, soit l'ensemble homogène d'actifs à l'origine d'entrées et de sorties de trésorerie distinctes de celles d'autres groupes d'actifs. Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux métiers de Gestion d'Actifs et Gestion Privée. La ventilation des UGT est ainsi basée sur les secteurs opérationnels du Groupe et conforme aux préconisations de la norme IFRS 8.

Les flux financiers issus des prévisions d'activité des trois prochaines années sont actualisés en retenant les hypothèses suivantes :

- un taux sans risque de 4,10 % (OAT 10 ans),
- un taux de risque de 5,70 % (« Small Caps »),
- un coefficient (β) de sensibilité du taux de risque compris entre 1,88 et 2,50 déterminé en fonction de l'activité rattachable à chaque élément incorporel, de sa maturité, de l'existence ou non d'un portefeuille et de la répartition des clients dans ce portefeuille,
- un taux de croissance à l'infini prudent compris entre 1,5% et 2,5 % déterminé en fonction des prévisions d'activité de la filiale.

En cas de perte de valeur d'utilité, une dépréciation est constatée dans les comptes consolidés dans la rubrique « variation de valeur des écarts d'acquisition ».

La dépréciation comptabilisée est irréversible et ne pourra pas faire l'objet d'une reprise lorsque la valeur d'utilité de l'écart d'acquisition sera à nouveau supérieure à sa valeur comptable.

Au 31 décembre 2010, le groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur.

2.8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur prix de revient. Les éléments incorporels identifiés lors d'une acquisition sont inclus dans ce poste. Il s'agit principalement de brevets et de logiciels. Les logiciels sont amortis sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe c'est-à-dire 3 à 5 ans.

2.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les composantes d'une immobilisation sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité estimées, et donc leurs durées d'amortissement, sont significativement différentes.

a – Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, qui est le coût de l'actif ou tout autre montant substitué au coût. Compte tenu de la typologie des actifs corporels, aucune valeur n'a été considérée à l'issue des durées de vie économique présentées ci-dessous.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle, ce qui représente au mieux le rythme estimé de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif.

Les durées estimées sont les suivantes :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	4 à 7 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque clôture annuelle et ajustés si nécessaire.

b- Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'un composant d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable du composant remplacé est décomptabilisée.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

2.10. Actifs loués

a - Location financement

Aucun contrat de location financement n'a été souscrit par le groupe.

b- Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location financement sont enregistrées comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés au résultat.

2.11. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent :

- prêts et créances, ce poste comprend des dépôts et cautionnements, et des prêts comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend des titres de participations de sociétés qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et des actions de sociétés cotées ; ils sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat.

Lors de chaque clôture, le Groupe Avenir Finance recherche toute indication objective de perte de valeur d'un actif financier ou groupe d'actifs financiers. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, le Groupe Avenir Finance procède à la comptabilisation d'une dépréciation.

2.12. Stocks

a- Composition du stock

Les stocks sont composés soit d'immeubles acquis sous le régime de marchand de biens, soit d'encours liés des contrats en l'état futur d'achèvement (SCCV – Société Civile de Construction Vente).

Pour les programmes en-cours de commercialisation, le coût « stockable » est réparti entre les lots selon la grille des prix de vente.

b- Comptabilisation et méthode de dépréciation

A la date de clôture, les biens immobiliers sont comptabilisés à la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur réalisable nette. Conformément à l'IAS 23, les frais financiers supportés avant la mise en commercialisation des immeubles sont incorporés au prix de revient.

Le coût d'acquisition intègre les charges suivantes :

- le coût d'achat de l'immobilier
- les frais d'actes, honoraires de notaire, droits de timbres et frais de publicité foncière
- les frais d'acquisition (honoraires d'entremise notamment)
- les indemnités d'éviction
- les frais d'études et de travaux

- les autres frais directement liés l'acquisition des immeubles
- Les frais financiers supportés par le groupe entre l'acquisition de l'immeuble et la commercialisation du premier lot

La valeur de réalisation nette est obtenue au travers d'expertises indépendantes effectuées sur les immeubles composant le stock immobilier du groupe Avenir Finance. Une dépréciation est constatée sur l'immeuble concerné lorsque sa valeur de réalisation nette est inférieure à son coût d'acquisition.

Plusieurs immeubles du stock ont fait l'objet d'un avis de valorisation par des experts indépendants sur le premier trimestre 2010. Il en ressort que les valeurs résiduelles de ces immeubles ne nécessitent pas de dépréciation.

Pour les **Ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA)**, les encours sont constitués des frais engagés pour la réalisation des constructions des SCCV.

Les frais engagés se composent des éléments suivants :

- le coût d'achat de l'immeuble,
- les frais d'actes, honoraires de notaire, droits de timbres et frais de publicité foncière,
- les frais d'acquisition (honoraires d'entremise notamment),
- les indemnités d'éviction,
- les frais d'études et de travaux,
- Les frais financiers supportés par le groupe avant la commercialisation.

2.13. Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale, qui correspond à leur juste valeur.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation déterminées en fonction de leur risque de non-recouvrement.

2.14. Comptes de Notaires

Il s'agit en majorité des fonds détenus par les notaires suite aux ventes réalisées par Avenir Finance Immobilier.

2.15. Autres créances courantes

Ce poste contient principalement :

- les créances sociales et fiscales du groupe,
- les comptes courants débiteurs vis-à-vis de tiers au groupe,
- les charges constatées d'avance,

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à des charges à caractère d'exploitation postérieures à la date de clôture des comptes.

2.16. Trésorerie et équivalents

Ce poste comprend les disponibilités et les placements monétaires sans risque, mobilisables ou cessibles à très court terme, effectués par le Groupe dans le cadre de sa gestion de trésorerie au quotidien. Ces placements représentent des actifs financiers de transaction et sont donc évalués à leur juste valeur et les gains ou pertes latents sont comptabilisés en résultat. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de la période.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les « Emprunts et Dettes financières courants ».

La filiale S.A. Sicavonline est soumise à la réglementation applicable aux établissements bancaires. Le règlement 93-05 du 21 décembre 1993 de cette réglementation impose aux établissements de crédit de respecter en permanence des ratios de prudence dits « Ratio Grands Risques ». Ces ratios ont pour conséquence de limiter la concentration des risques en maintenant un niveau de fonds propres suffisant. Ces ratios font l'objet d'évaluation à court terme afin de dissocier la trésorerie courante de la trésorerie non courante. Dans le cas où l'évaluation des ratios à un an met en évidence une trésorerie non disponible pour le groupe, celle-ci fait l'objet d'un reclassement dans les actifs non courants.

2.17. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants ou les groupes d'actifs et passifs destinés à être cédés dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés comme actifs détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente présentés au 31 décembre 2009, concernaient les actifs de la société Avenir Finance Gestion, cédée au cours du mois de janvier 2010.

2.18. Capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée y compris les coûts directement attribuables est comptabilisé net d'impôt en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres, et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en résultats non distribués.

2.19. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées, conformément à IAS 37, lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, sans avantage équivalent, sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'établissement des comptes.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont actualisées.

2.20. Avantages au personnel

a - Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures ; ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les coûts des services passés non comptabilisés et la juste valeur des actifs du régime sont ensuite déduits.

Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt, à la date de clôture, des obligations de première catégorie. Les calculs sont effectués tous les ans en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

b - Avantages à court terme du personnel

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et comptabilisées lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer au titre des plans d'intéressement et des primes réglés en trésorerie à court terme si le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces

paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

c - Paiements fondés sur des actions

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions accordés aux membres du personnel est comptabilisée en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé en charges in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

2.21. Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif. Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme sont présentés dans les Passifs non courants. Les emprunts et dettes financières à court terme, ainsi que la part remboursable à moins de un an des emprunts et dettes financières à moyen et long terme, sont présentés dans les Passifs courants.

2.22. Instruments financiers

a - Actifs financiers non dérivés

Le Groupe comptabilise initialement les prêts, créances et dépôts à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres actifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de la transaction à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les valeurs mobilières de placement. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

b - Passifs financiers non dérivés

Le Groupe comptabilise initialement les dettes émises et les passifs subordonnés à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres passifs financiers (y compris les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat) sont comptabilisés initialement à la date de transaction à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

Le Groupe a les passifs financiers non dérivés suivants : des emprunts, des découverts bancaires, des dettes fournisseurs et autres dettes. De tels passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée de tout coût de transaction directement attribuable.

2.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe comprend les revenus de l'activité immobilière, les revenus des produits financiers et d'assurance-vie distribués par le groupe, et des prestations de conseils.

Les revenus de l'activité immobilière comprennent la promotion immobilière et les marchés de contractant général. Pour la promotion immobilière, le chiffre d'affaires est constaté à la signature de l'acte. Toutefois, lorsqu'à la signature du compromis, les conditions énoncées par la norme IAS 18 sont respectées, le chiffre d'affaires est constaté. Afin de respecter le délai légal de 7 jours de réflexion accordé aux clients, au 31/12/2010, les compromis pris en compte dans le chiffre d'affaires étaient tous antérieurs au 22/12/2010. Pour les marchés de contractant général, les produits des contrats sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement en application de la norme IAS 11.

Le groupe peut être amené à commercialiser des contrats en l'état futur d'achèvement. Dans ce cas conformément à l'IAS 11, les produits des contrats de construction sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Les revenus des produits financiers et d'assurance-vie sont comptabilisés en produits à l'issue du délai de réflexion légal accordé aux clients ou lors de l'acceptation des contrats par la compagnie d'assurance

Les produits issus des prestations de conseils sont constatés selon le degré d'avancement du dossier traité

2.24. Marge brute opérationnelle

Conformément à l'application de la norme IFRS 8 et en adéquation avec le reporting de gestion interne, la marge brute opérationnelle du Groupe est la différence entre le chiffre d'affaires du Groupe et les charges directement imputables aux revenus générés.

Certaines charges antérieurement comptabilisés dans le poste « Autres charges d'exploitation », ont été reclassées au niveau des achats consommés à partir de 2009.

2.25. Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie et équivalent de trésorerie.

2.26. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est :

- le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture
- tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable
- Les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des co-entreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

De plus, l'impôt différé n'est pas comptabilisé en cas de différences temporelles imposables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes, mais qui ont l'intention de régler les actifs et les passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net ou de réaliser les actifs et de régler les passifs d'impôt simultanément.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

2.27. Résultat par actions

Le résultat net par action est calculé en divisant le bénéfice net de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de l'exercice des bons de souscription d'actions en cours.

3. Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus et supporter des charges, y compris des revenus et des charges liés aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par le Management afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les résultats sectoriels soumis au Management comportent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable.

Les secteurs opérationnels répondant aux critères de la norme IFRS 8 sont en accord avec le nouveau suivi opérationnel des performances par le management « management approach » du groupe annoncé le 25 mars 2010 autour de ses deux cœurs de métiers :

- La Gestion Privée
- La Gestion d'Actifs

L'Unité Génératrice de Trésorerie « **GESTION PRIVEE** » regroupe :

- la distribution avec les sociétés Sicavonline et Avenir Finance Gestion Privée,
- le corporate avec Avenir Finance Corporate.

L'Unité Génératrice de Trésorerie « **GESTION D'ACTIFS** » regroupe :

- la gestion d'actifs avec Avenir Finance Investment Managers ;
- l'immobilier avec Avenir Finance Immobilier, Aupera, SCCV Rue Sainte/Rue Rigord et Régie Pierre.

3.1. Compte de résultat par secteur d'activité

Comptes de résultat	déc.-10			déc.-09			Proforma sans AFG		
	Gestion Privée	Gestion d'actifs	Total	Gestion Privée	Gestion d'actifs	Total	Gestion Privée	Gestion d'actifs	Total
Chiffre d'affaires	12 997	14 848	27 845	12 516	17 591	30 107	12 516	16 260	28 776
Ventes Inter-secteurs	-740	-235	-975	-2 150	-238	-2 388	-2 051	-238	-2 289
Chiffre d'affaires consolidé	12 257	14 613	26 870	10 366	17 353	27 719	10 465	16 022	26 487
Marge Opérationnelle	9 308	5 365	14 673	8 167	6 096	14 263	8 167	5 207	13 374
taux	75,9%	36,7%	54,6%	78,8%	35,1%	51,5%	78,0%	32,5%	50,5%
Amortissements des immobilisations	151	14	165	190	27	217	190	27	217
Frais de personnel	7 587	2 636	10 223	6 739	2 483	9 222	6 739	2 483	9 222
Dont Coût des paiements en action	280		280	26	13	39	26	13	39
Résultat d'exploitation avant dépréciation des Fonds de commerce	-1 445	1 095	-350	-1 084	1 351	267	-1 084	1 130	46
Cession d'actifs financiers	583		583	2 262		2 262	2 262		2 262
Autres charges et produits opérationnels	-183	-92	-275	39	8	47	39	8	47
Perte de valeur des goodwill									
RESULTAT OPERATIONNEL SECTORIEL APRES DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE	-1 045	1 003	-42	1 217	1 359	2 577	1 217	1 138	2 356
(+) Résultat financier	-100	-112	-212	-133	-398	-531	-133	-405	-538
(-) Impôts sociétés	753	-209	544	328	-288	40	328	-212	116
RESULTAT CONSOLIDE	-393	681	289	1 412	673	2 086	1 412	522	1 934

3.2. Bilan consolidé par secteur d'activité

Bilan	déc.-10			déc.-09		
	Gestion Privée	Gestion d'actifs	Total	Gestion Privée	Gestion d'actifs	Total
Actifs sectoriels	11 916	19 161	31 077	11 938	17 671	29 609
Dont :						
Ecart d'acquisition	3 761	4 514	8 275	3 761	4 475	8 236
Autres immobilisations Incorporelles	16		16	6	0	6
Immobilisations Corporelles	467	15	482	453	19	473
Stocks		4 943	4 943		7 710	7 710
BFRE Actif	8 456	9 738	18 194	8 118	5 530	13 648
Provision sur Actif Circulant	-784	-50	-833	-400	-64	-464
Autres Actifs						
Immobilisations Financières et Autres	652	3	655	838	3	840
Actifs détenus en vue de la vente					990	990
Impôts différés et créance d'impôt	3 908	-53	3 855	3 769	-132	3 636
Trésorerie Active	3 000	3 075	6 075	3 991	2 149	6 140
TOTAL DES ACTIFS	19 475	22 187	41 658	20 536	20 680	41 216
Passifs sectoriels	6 330	6 120	12 450	5 660	7 719	13 379
Autres Passifs						
Capitaux propres	20 509	1 815	22 324	20 844	995	21 839
Emprunts et Trésorerie Passive	4 483	2 400	6 883	5 984	14	5 998
Dettes d'impôt et dividende						
TOTAL DES PASSIFS	31 322	10 335	41 658	32 488	8 728	41 216

4. Gestion du risque financier

4.1. Introduction

Le Groupe est exposé aux risques suivants liés à l'utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque opérationnel.

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures d'estimation et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent dans d'autres notes de ces états financiers consolidés.

4.2. Le cadre de la gestion du risque

Il incombe au conseil d'administration de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

a - Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

b - Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt existe essentiellement sur l'endettement du groupe qui est pour l'essentiel bas sur des taux d'intérêts variables. Le Groupe n'a pas recours à des instruments dérivés pour se couvrir contre le risque de taux d'intérêt.

c - Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

d - Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de perte directe ou indirecte générée par un ensemble de facteurs internes liés aux processus du Groupe, à son personnel, à la technologie, à l'infrastructure, et par des facteurs externes autres que les risques de crédit, de marché et de liquidité tels que la conformité aux règles légales et réglementaires et aux règles de conduite de la profession. Les risques opérationnels sont générés par toutes les opérations du Groupe.

L'objectif du Groupe est de gérer son risque opérationnel de façon à trouver un équilibre permettant d'éviter des pertes financières et une atteinte à l'image du Groupe tout en contrôlant l'efficacité des coûts et en évitant les procédures de contrôle susceptibles de décourager l'initiative et la créativité.

5. Notes sur le Bilan

5.1. Ecart d'acquisition

Les variations des écarts d'acquisition s'analysent de la manière suivante :

Valeur nette	Date d'acquisition	déc.-09	Acquisition	Cession	déc.-10
Distribution	nov-00	30			30
Distribution	août-02	3 730			3 730
Conseils aux entreprises	déc-00				
Gestion Privée		3 760			3 760
Gestion d'actif	déc-04	2 598			2 598
Gestion d'actif	avr-05	1 389			1 389
Immobilier	nov-00	487	39		526
Gestion d'Actif		4 474			4 513
Total		8 236	39		8 275

La variation 2010 correspond à l'acquisition de la société Aupera dont l'activité principale est « contractant général non exécutant ».

La mise en œuvre des tests de pertes de valeurs n'ont abouti à aucune dépréciation.

5.2. Détail des immobilisations

- Etat des immobilisations brutes

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Valeur Début d'Exercice	Autres mouvements (*)	Acquisition	Cession / perte de valeur	Valeur Fin d'Exercice
Ecart d'acquisition	8 235		39		8 275
Logiciels	241		21		262
Autres immobilisations incorporelles	36				36
Immobilisations Incorporelles	277		21		298
Agencements	627	2	17		646
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique	619	-36	144		727
Mobilier	229	-3			226
Immobilisations Corporelles	1 475	-37	162		1 600
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	9 987	-37	222		10 173

- Etat des amortissements

Amortissements (en milliers d'euros)	Montant Début D'exercice	Autres mouvements (*)	Dotations de l'Exercice	Reprises	Valeur Brute Fin d'Exercice
Logiciels	235		11		246
Autres immobilisations incorporelles	36				36
Immobilisations Incorporelles	271		11		282
Agencements	256	2	85		343
Matériel de transport	5				5
Matériel de bureau et informatique	563	-36	48		575
Mobilier	178	-3	21		196
Immobilisations Corporelles	1 002	-37	154		1 119
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	1 274	-37	165		1 402

5.3. Autres actifs financiers, y compris dérivés

En milliers d'euros	Valeur au 31/12/2010	Valeur au 31/12/2009
Prêts et créances	188	540
-Dépôts et cautionnements	188	210
-Prêts	-	330
Actifs financiers disponibles à la vente	293	300
-Actions Sofaris	-	27
-Actions Auctalys	-	10
-Parts Renovalys	50	-
-Liquidité sur contrat d'animation de titre	68	74
-Autres	-	-
-Parts C de FCPI et FCPR	175	189
TOTAL	481	840

Les parts C de FCPI et FCPR n'ont pas fait l'objet de dépréciation du fait que les fonds concernés ne sont pas clôturés à l'exception de ceux dont l'échéance est proche et dont la valeur de sortie est quasi certaine.

5.4. Impôts différés Actifs

- Détail du poste

	Valeur au 31/12/09	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Valeur au 31/12/10	Origine	
						Déficits fiscaux	Décalages temporaires
Avenir Finance	2 021	196			2 217	2 213	4
Avenir Finance Gestion							
Avenir Finance I.M.	9	2			11		11
Avenir Finance Corporate	59	51			110		110
Avenir Finance Immobilier	-142		-78		-64		-64
Sicav on Line	1 671		104		1 567	1 562	5
Avenir Finance Gestion Privée	18		5		13		13
TOTAL	3 636	249	31		3 855	3 775	79

Conformément à la norme IAS 12, les actifs d'impôt sont constatés pour le montant probable des bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales au 31 décembre 2010 pourront être imputées. Le business plan établi prévoit une consommation totale des impôts différés actifs sur une période de 3 ans.

5.5. Détail du stock et encours

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Immeubles	3 880	6 647
<i>Dont frais financier</i>	197	431
Ventes en état futur d'achèvement	1063	1063
Valeurs brutes	4 943	7 710
Provisions pour dépréciation		
Stocks et encours nettes	4 943	7 710

Plusieurs immeubles du stock ont fait l'objet d'un avis de valorisation par des experts indépendants sur le premier trimestre 2010. Il en ressort que les valeurs résiduelles de ces immeubles ne nécessitent pas de dépréciation.

Depuis le second semestre 2009, le groupe Avenir Finance a choisi de réduire le risque lié au financement des immeubles en s'appuyant sur des partenaires financiers pour le portage de ces biens. La conséquence directe se traduit par une baisse du stock.

5.6. Créances clients

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Valeur brute	13 174	8 991
Provisions pour dépréciation	768	400
Valeur nette	12 406	8 591

Le groupe procède régulièrement à une révision de ces créances clients sur une base d'éléments objectifs (antériorité, risque client, ...) afin d'anticiper et d'identifier des risques clients latents.

5.7. Comptes de Notaire

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Valeur brute	1 544	1 452
Provisions pour dépréciation	50	50
Valeur nette	1 494	1 403

5.8. Autres créances courantes

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Créances fiscales (hors impôt sur les bénéfices)	1 322	522
Créances sociales	49	123
Charges constatées d'avance	266	240
Compte courant bloqué	1200	1200
Autres actifs courants	202	827
Total	3 039	2 912

5.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

- Analyse par nature

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Valeurs mobilières de placements	4 546	4 283
<i>Dont Gestion Privée</i>	2697	3322
<i>Dont Gestion d'Actifs</i>	1849	961
Comptes bancaires et autres disponibilités	1529	1857
Total	6 075	6 140

Toutes les valeurs mobilières de placement ainsi que les concours bancaires et autres disponibilités sont à échéance moins d'un an.

- Analyse trésorerie ouverture et clôture du tableau de flux

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	6 075	6 140
Découverts bancaires	-4 918	-5 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie	1 157	979

5.10. Capitaux propres du groupe

- Composition du capital et actions dilutives

	Action Ordinaire	Action Prioritaire	BSA	Stock Option	Actions Gratuites	Total
Situation à la clôture 31 décembre 2007	2 304 826			102 874	40 725	2 443 425
Emission d'Action	100 390					
Actions sur Auto contrôle	-19 832					-9 483
Emissions de Stocks Option et actions gratuites						
Annulation de Stocks Option et actions gratuites				-4 384	-200	-4 584
Situation au 31 décembre 2008	2 452 370			96 490	9 150	2 491 024
Emission d'Action	9 150				-9 150	
Actions sur Auto contrôle	-49 578					-49 578
Emissions de Stocks Option et actions gratuites				211 778	50 731	262 509
Annulation de Stocks Option et actions gratuites				-74 768	-3 344	-78 112
Situation au 31 décembre 2009	2 411 942			233 500	47 387	2 625 843
Emission d'Action						
Actions sur Auto contrôle	-954					-954
Emissions de Stocks Option et actions gratuites				50 000		50 000
Annulation de Stocks Option et actions gratuites						
Situation au 31 décembre 2010	2 410 988			283 500	47 387	2 674 889

5.11. Options de souscription ou d'achats d'actions

Le tableau ci-après récapitule les données relatives aux plans d'options, émis après le 4 janvier 2006 et en vigueur au 31 décembre 2010 :

Date d'attribution	Nombre d'options	Nombre d'option non exercées	Période d'exercice		Prix d'exercice
			de	à	
4-janv.-06	22 606	22 606	4-janv.-10	4-janv.-11	25,00
28-juil.-09	39 278	39 278	28-juil.-09	28-juil.-14	0,60
28-juil.-09	35 000	35 000	28-juil.-09	28-juil.-14	4,64
23-déc.-09	137 500	137 500	23-déc.-09	23-déc.-14	7,38
21-juil.-10	50 000	50 000	21-juil.-10	20-juil.-15	7,99

La juste valeur des options est déterminée sur la base du modèle Black & Scholes selon les hypothèses suivantes :

	Option de souscription				
	4-janv.-06	28-juil.-09	28-juil.-09	23-déc.-09	21-juil.-10
Taux de rendement sans risque	3,50%	3,55%	3,55%	3,55%	3,55%
Durée de vie attendue	3	5	5	5	5
Volatilité attendue	37,13%	35,00%	35,00%	35,00%	35,00%
Dividendes attendus	0,46	0	0	0	0
Cours de l'action	24	5,15	5,15	6,04	7,43
Prix d'exercice	25	0,6	4,64	8,2	7,99
Juste valeur	5,68	5,54	2,8	2,97	2,46

Sur la base de ces hypothèses la charge comptabilisée en 2010 concernant les plans d'options de souscription ou d'achats d'actions s'élève à 280 K€.

5.11.1. Actions gratuites

Les Conseils d'Administration du 28 juillet 2009 et du 23 décembre 2009 ont procédé à l'attribution conditionnelle de 30 667 et de 20 064 actions gratuites.

Conditions d'acquisition des droits

S'agissant de l'attribution conditionnelle d'actions, le plan prévoit une période d'acquisition de 2 ans au terme de laquelle l'acquisition est effective et définitive, sous réserve du respect des conditions du plan. Au terme de cette période d'acquisition, s'ajoute une période de conservation de 2 ans, pendant laquelle les actions sont incessibles.

Juste valeur des actions gratuites attribuées

La juste valeur correspond à la valeur de l'action au jour de l'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition. Sur la base de ces hypothèses les justes valeurs s'élèvent à 5.15 € et 8.15 €.

La charge comptabilisée en 2010 s'élève à 164 K€.

5.11.2. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Les Conseils d'Administration du 28 juillet 2009, du 23 décembre 2009 et du 21 juillet 2010 ont procédé à l'attribution conditionnelle de 39 278, 35 000, 137 500 et de 50 000 BSPCE.

Conditions d'acquisition des droits

S'agissant de l'attribution conditionnelle des BSPCE, le plan prévoit une période d'exercice de 5 ans. Au terme de cette période d'acquisition, les BSPCE non exercées seront caducs.

Juste valeur des actions gratuites attribuées

La juste valeur correspond à la valeur de l'action au jour de l'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition. Sur la base de ces hypothèses les justes valeurs s'élèvent à 4.64 €, 8.20 € et 7.99 €.

La charge comptabilisée en 2010 s'élève à 105 K€.

5.12. Provisions pour risques et charges

La société Avenir Finance a recensé les différents litiges auxquels elle pourrait être susceptible d'être soumise afin de déterminer les risques devant faire l'objet de provision. Elle a fait l'objet d'assignations et de réclamations contentieuses. Sur le fond, la société estime, après examen de ses conseils, que ces demandes sont infondées.

En milliers d'euros	Valeur au 31/12/2009	Dotations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Variation de périmètre	Valeur au 31/12/2010
Provision pour impôts						
Provision pour retraites	94	2	28			67
Autres provision pour risques	28	6	28			6
Autres provision pour charges						
Total	122	8	57			73

5.13. Emprunts et dettes financières

- Analyse par natures

En milliers d'euros	31-déc.-10		31-déc.-09	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts sur immobilier		1 509		4 466
Emprunts sur croissance externe		277	275	410
Associés comptes courant	-	-	-	-
Avances conditionnées	114	56	114	38
Dépôts et concours bancaires		4 918		5 161
Total	114	6 759	389	10 075

- Analyse par maturité

En milliers d'euros	31-déc.-10	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts sur immobilier	1 509	1 509		
Emprunts sur croissance externe	277	277		
Associés comptes courant	-	-		
Avances conditionnées	170	56	114	
Dépôts et concours bancaires	4 918	4 918		
Total	6 874	6 759	114	

Les emprunts (hors concours bancaires) ont été souscrits exclusivement en euros. La dette est exclusivement à taux variable.

Il n'y a pas de dettes à plus de 5 ans.

Sous la rubrique « emprunts sur immobilier » figurent les financements des biens immobiliers en stock ainsi que des ventes actées en fin d'exercice en instance d'encaissement inscrites dans les comptes de Notaires.

5.14. Autres passifs courants

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Dettes fournisseurs	5 504	3 690
Dettes fiscales (hors impôt sur les bénéfices)	2465	2109
Dettes sociales	1620	1536
Fournisseurs d'immobilisations	-	-
Comptes des notaires	41	139
Autres dettes	440	428
Produits constatés d'avance	2316	504
Total	12 386	8 406

6. Notes sur le compte de résultat

6.1. Chiffre d'affaires

	déc.-10	déc.-09
	Période de 12 mois en k€	
Sicavonline	4 515	3 239
Avenir Finance Gestion privée	8 453	7 307
Avenir Finance I.M.	8 732	6 518
Avenir finance Gestion	-	1 978
Avenir Finance Immobilier	5 383	9 428
SCCV Rigord	-	1 335
Aupera	4 511	
Regie Pierre	11	3
Avenir Finance Corporate	100	401
Avenir Finance	1 814	2 095
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES COMPTES SOCIAUX	33 520	32 305
(-) Chiffre d'Affaires intra groupe	-6 649	-4 586
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	26 870	27 719

Les produits provenant de la vente d'immeubles, de produits financiers et d'assurance-vie sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités.

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il existe une indication objective, prenant en général la forme d'un contrat de vente, d'un compromis ou d'acte notarié, d'un bulletin de souscription ou d'un formulaire qui est exécuté et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable.

S'il est probable que des remises seront octroyées et que leur montant peut être évalué de façon fiable, la remise est comptabilisée en moins des produits lorsque la vente est comptabilisée.

6.2. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles comprennent principalement les charges directes d'activités propres à chaque produits composants le chiffre d'affaires du Groupe. Elles sont le reflet des charges opérationnelles du reporting de gestion interne du Groupe Avenir Finance conformément aux critères de la norme IFRS 8.

Pour l'activité **Gestion d'Actifs**, il s'agit des charges suivantes :

- Le coût d'achat des immeubles
- Les frais administratifs et de dépositaires
- Les honoraires rattachés aux produits
- Les rétrocessions aux différents partenaires
- Les charges directes d'exploitation

Pour l'activité **Gestion Privée**, il s'agit des charges suivantes :

- Les honoraires rattachés aux produits
- Les rétrocessions aux différents partenaires
- Les charges directes d'exploitation

6.3. Frais de personnel et effectifs

- **Frais de personnel et effectifs**

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Salaires Bruts	7 072	6 419
Charges patronales	2 860	2 765
Coûts des paiements en actions	280	39
Coûts des provisions pour retraite		
Total	10 212	9 224

Effectif moyen	124	98
-----------------------	------------	-----------

Les Droits Individuels à la Formation (DIF) acquis par les salariés du groupe sont de 6 920 heures.

- **Rémunération des dirigeants**

Le montant total des rémunérations versées aux membres de la direction générale est de 626 K€.

6.4. Détail des charges d'exploitation

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Consommables (électricité, Fournitures administratives)	23	28
Location Immobilière	804	864
Location mobilière, entretien, maintenance	38	133
Assurances	109	138
Documentation et base de données	18	202
Personnels Extérieur	122	259
Honoraires	807	1 214
Publicité	554	370
Frais de déplacements	319	330
Télécommunication (Téléphone, Poste..)	142	147
Services Bancaires	132	135
Autres Charges Externes (Cotisations, Dons...)	157	55
Total	3 224	3 874

Les honoraires versés à chacun des contrôleurs légaux du groupe Avenir Finance au titre du contrôle légal des comptes clos au 31 décembre 2010 sont les suivants :

	MAZARS		ANDREE NEOLIER ET ASSOCIES	
	2010	2009	2010	2009
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	117 907	93 500	41 280	48 400
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes	-	-	-	-
Total	117 907	93 500	41 280	48 400

6.5. Impôts et taxes

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Taxe sur les salaires	466	305
TVA non récupérable	284	202
Contributions des entreprises territoriales et taxes foncière	265	226
Autres Taxes	228	237
Total	1 243	969

6.6. Dotations aux amortissements

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Dotations immobilisations incorporelles	11	3
Dotations immobilisations corporelles	154	167
Total	165	170

6.7. Dotations aux provisions nettes de reprises

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Dotations aux provisions sur stocks et encours		
Dotations aux provisions sur créances clients	-287	-90
Dotations provisions risques et charges	-6	-28
Dotations provisions pensions retraites	-2	-4
Reprises aux provisions sur stocks et encours		
Reprises aux provisions sur créances clients	61	317
Reprises provisions risques et charges	28	10
Reprises provisions pensions retraites	28	6
Total	-178	212

6.8. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Autres charges opérationnelles	-377	-32
Autres produits opérationnelles	102	103
Total	-275	71

Les autres charges opérationnelles se composent essentiellement des provisions dans le cadre de l'activité Corporate.

6.9. Détermination du résultat financier

En K€	déc.-10	Opération avec des établis. de Crédits	Opération sur titres	déc.-09
Coût de l'endettement financier	244	244		594
Perte sur cession de VMP	25		24	33
Provision sur VMP et Actifs financiers				
Autres charges financières				24
Total des charges	269	244	24	651
Produits sur cession de VMP	31		31	77
Intérêts sur créances et autres	25	25		44
Reprise Provision sur VMP et Actifs Fi				
Total des produits	56	25	31	121
Résultat Financier	-212	-219	7	-531

Le coût de l'endettement financier net est essentiellement composé des charges d'intérêts sur emprunts diminuée du résultat de cession des valeurs mobilières de placement.

6.10. Impôts sur les résultats

- Ventilation de l'impôt

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Impôts exigibles	-326	-238
Impôts différés	-218	198
Total	-544	-40

Les sociétés Sicavonline et Promelys Participations ne sont plus dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe Avenir Finance. Les autres sociétés du groupe restent intégrées fiscalement.

- Analyse des impôts différés par nature

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Provision non déductible	110	53
Déficits fiscaux	3 775	3 680
Retraitement temporaire	-30	-94
Charge à payer non déductible		
Moins Value à LT		
Impôts différés actifs	3 855	3 636

- Taux d'imposition

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Résultat avant impôt	-254	2 046
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%
Charge d'impôt attendue	-85	682

- Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	31-déc.-10	31-déc.-09
Effet des différences permanentes	1	6
Crédits d'impôt	-367	-238
Coûts des paiement en actions	93	13
Plus value LT cessions titres	-193	-736
Déficits imputés non pris en compte antérieurement		4
Autres	7	229
Charges d'impôt groupe	-544	-40

6.11. Cession d'actifs financiers

Le groupe Avenir Finance a choisi d'axer son développement et de concentrer ses ressources financières et humaines sur les deux cœurs de métier du groupe, la gestion privée et la gestion d'actifs.

C'est dans ce cadre que le groupe a décidé de céder 80% d'Avenir Finance Gestion, sa filiale dédiée au non coté, à la branche de private equity du Groupe Pelican pour un montant de 1,2 M€

Cette cession, qui a été réalisée le 02 mars 2010, a généré une plus-value de 583 K€.

7. Engagements hors bilan (en K€)

- Engagements financiers

	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provisions
Engagements Conditionnels							
Nantissement, Gage du compte d'instruments financiers, Engagement de non cession des actions sur croissance externe.	1 414		1 414				
TOTAL	1 414		1 414				

- Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 509	1 509	1 509

Il s'agit des crédits accordés pour les activités « Marchand de biens » et de « construction vente » qui font l'objet en principe d'une promesse d'affectation hypothécaire sur les biens immobiliers en stock.

Le capital restant dû de ces emprunts au 31 décembre 2010 s'élève à 3 500 k€

8. Informations relatives aux parties liées

Les transactions envers les entreprises consolidées en mise en équivalence sont détaillées comme suit :

	2010
Ventes de biens et de services	668
Charges et produits financiers	1

Les créances et dettes inscrites au bilan relatives aux parties liées sont les suivantes :

	2010
Créances d'exploitation	159
Dettes	-
Créances financières	-

9. Evénements postérieurs à clôture

Une évolution stratégique majeure a été décidée et mise en œuvre sur l'exercice 2010.

En effet, le groupe Avenir Finance a choisi d'axer son développement et donc de concentrer ses ressources financières et humaines sur les deux cœurs de métier du groupe :

- la gestion privée,
- la gestion d'actifs.

Dans ce cadre, le groupe avait décidé de céder 80% d'Avenir Finance Gestion, sa filiale dédiée au non coté, à la société de private equity Pelican Venture.

En février 2011, les 20% restants ont également été cédés au repreneur initial. Le Groupe n'a donc plus d'intérêt minoritaire dans le métier du Private Equity.



avenirfinance 

51, rue de Saint-Cyr - 69009 LYON - Tél : 04 27 70 54 00 - Fax : 04 27 70 54 01
www.avenirfinance.fr - email : info@avenirfinance.fr

S.A. au capital de 1 447 165.20 € - RCS Lyon B 402 002 687 - Code APE 6420Z - TVA intracommunautaire FR89402002687
Cotée EUROLIST compartiment C

